



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2582
26 janvier 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Un pouvoir dur pour les migrants, doux pour les riches



RIBSOHARD / GETTY IMAGES

Égalité salariale
**Au bon vouloir
des patrons**

page 3

Carrefour
**2400 emplois
menacés**

page 7

Turquie
**Nouvelle guerre
d'Erdoğan**

page 10

Macron, à plat ventre devant les riches et dur envers les migrants

Macron a dit mener vis-à-vis des migrants une politique alliant humanité et efficacité. En fait, il agit contre les migrants comme il agit contre tous les travailleurs: avec l'hypocrisie et la hargne d'un fidèle serviteur des riches.

En ce qui concerne l'efficacité, on voit ce que le gouvernement veut dire. Les expulsions ont augmenté de 14%. Dès que des campements de fortune apparaissent dans les grandes villes, ils sont aussitôt évacués et détruits, souvent avec brutalité, contrairement à ce que dit Macron. À Calais, à force de traquer les migrants, la police a réussi à les éparpiller tout le long de la côte.

Mais où est son humanité? Des dizaines de migrants continuent de mourir chaque semaine, en tentant la traversée de la Méditerranée. On oblige ceux qui veulent passer la frontière franco-italienne à risquer leur vie en traversant les Alpes. À Paris et dans bien des grandes villes, les migrants dorment dans les rues parce que les centres d'hébergement manquent de place. Et à Calais, sur les 8000 que comptait la Jungle, ils ne seraient plus que 600, mais combien sont réduits à se terrer dans les bois?

Si les migrants trouvent du réconfort, c'est auprès des associations et des particuliers qui leur apportent leur aide. Et ce, malgré les poursuites pour délit de solidarité qui se multiplient. Dans la population, nombreux sont ceux pour qui le mot humanité a encore un sens. Alors, gageons que loin d'intimider, la politique répressive de Macron rencontrera de plus en plus d'opposition.

Tout, dans la politique de Macron, est hypocrisie. Il assure qu'il est prêt à accorder l'asile à tous les réfugiés politiques, notamment à ceux qui sont à Calais. C'est un mensonge.

La plupart ayant laissé leurs empreintes en Grèce ou en Italie, ils tombent sous le coup des accords de Dublin et sont censés être expulsés dans ces pays. Cette situation absurde, qui fait que la France leur refuse le droit d'asile et les empêche de partir en Grande-Bretagne, va donc continuer.

Macron le sait si bien qu'il vient de renégocier les accords sordides du Touquet avec Theresa May et a obtenu une rallonge de 50 millions pour garder le contrôle frontalier britannique sur le territoire français.

Vis-à-vis des migrants dits économiques, Macron joue la

fermeté. Mais là aussi, il s'agit de démagogie, d'autant plus cynique qu'il sait qu'il n'empêchera personne de venir. Il peut multiplier les expulsions et rendre la vie des migrants infernale, il ne les fera pas renoncer. Les pays riches attirent tous ceux qui n'ont pas d'avenir dans leurs pays pillés par les groupes capitalistes occidentaux.

Cette politique de plus en plus dure concerne tous les travailleurs, car elle remet en cause un droit vital qui nous est commun: celui de circuler et de s'installer librement.

Pour les plus riches, circuler est une simple formalité administrative. Pour les plus pauvres, pour les travailleurs, c'est un droit essentiel, car aucun ne peut être assuré de trouver un travail dans sa région ou son pays d'origine et de pouvoir y faire vivre sa famille. Et il nous revient à tous de le défendre.

Collomb, le ministre de l'Intérieur, répète à l'envi qu'il est impossible d'accueillir les 100 000 demandeurs d'asile et les 85 000 personnes refoulées aux frontières. Mais 185 000 femmes et hommes, cela représente moins de 0,3% de la population. Où est le problème de les accueillir?

De Macron à Le Pen en passant par Collomb et Wauquiez, tous présentent les migrants comme un fardeau. Mais le vrai fardeau qui pèse sur les travailleurs est le parasitisme de la bourgeoisie.

S'il y a des assistés dans notre société, ce sont ces grandes familles bourgeoises qui sont entretenues, au premier sens du terme, par des armées de travailleurs. L'ONG Oxfam vient même d'annoncer que, l'an dernier, 82% des richesses créées dans le monde ont été accaparées par les 1% les plus riches. Si la majorité du monde du travail, qui inclut les migrants d'hier et d'aujourd'hui, est maintenue dans les bas salaires, les petits boulots et le chômage, c'est parce que cette frange ultrariche de parasites dirige l'économie à son profit exclusif.

C'est pour servir cette classe sociale, faire diversion et diviser les exploités que tous les politiciens font des migrants un « problème ».

Alors, ne tombons pas dans le piège. Reconnaître les migrants comme des frères de classe et de combat, imposer la liberté de circuler et de s'installer, c'est l'intérêt commun de tous les travailleurs.

Au sommaire

| LEUR SOCIÉTÉ | |
|--|---|
| Notre-Dame-des-Landes: un recul gouvernemental | 4 |
| Vinci: exploitateur subventionné | 4 |
| Gaz à effet de serre: les émissions dérapent | 4 |
| Migrants: le gouvernement responsable des violences | 5 |
| Harcelé pour cause de solidarité | 5 |
| Ouistreham: manifestation de soutien | 5 |
| Nantes: un toit pour tous | 5 |
| Macron: des milliards pour les militaires | 5 |
| Lait contaminé: le scandale et ses raisons | 6 |
| Coopératives agroalimentaires: des capitalistes comme les autres | 6 |
| Immeuble effondré: pour enrichir Nexity | 6 |
| Péage urbain: une solution antipauvres | 6 |
| Gardiens de prison: tâche ingrate et mépris de l'État | 7 |

| Carrefour: au bonheur des actionnaires | 7 |
|---|----|
| L'Île-Saint-Denis: l'éducation prioritaire... non prioritaire | 7 |
| DANS LE MONDE | |
| Allemagne: vers une nouvelle coalition antiouvrière | 8 |
| IG Metall et les 28 heures par semaine | 8 |
| Grande-Bretagne: Carillion ou le parasitisme du capital | 9 |
| Paradis fiscaux: la liste peau de chagrin de l'UE | 9 |
| Turquie: la nouvelle guerre d'Ergodan | 10 |
| Liberia: George Weah, nouveau serviteur des classes riches | 10 |
| Maroc: la mobilisation continue à Jerada | 16 |
| Davos: les requins à la montagne | 16 |

| Dividendes: des milliards qui s'envolent | 16 |
|---|----|
| ENTREPRISES | |
| Air France: 200 euros minimum pour tous | 12 |
| Airbus-Nantes: licencié pour cause de caricature | 12 |
| Rennes: les facteurs ne lâchent rien | 12 |
| Toyota-Onnaing: Macron en visite publicitaire | 13 |
| Aluminium Dunkerque: troisième mise en vente | 13 |
| RATP - dépôt de Thiais: échec de la direction | 14 |
| Ligne 12: en grève pour la sécurité | 14 |
| Tupperware - Joué-lès-Tours reprise du travail | 14 |
| Hôpital de Cadillac: l'insécurité au travail | 15 |
| Creil et Clermont-de-l'Oise: non à la fermeture des maternités! | 15 |
| IL Y A 100 ANS | |
| Révolution ouvrière finlandaise | 11 |

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP). Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent

notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible. Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Grands patrons à Versailles: **Macron tient salon**

Lundi 22 janvier avait lieu à Versailles un salon très haut de gamme, dans le but affiché d'attirer sur le territoire les investissements des grands groupes internationaux.

Pour rassembler 140 patrons de ces géants économiques, Macron n'avait pas fait les choses à moitié. L'accueil au château de Versailles démontrait s'il en était encore besoin que le pouvoir en place sert les patrons comme des rois. Le personnel trié sur le volet, avec un Premier ministre au déjeuner, des entretiens à la demande avec 16 membres du gouvernement l'après-midi, et un président fringant pour le dîner: tout était fait pour répondre aux exigences de ces messieurs, loin des oreilles pourtant bien rarement indiscrettes de la presse vis-à-vis des milieux patronaux.

Il y avait peu d'annonces nouvelles de la part des représentants du gouvernement, à part de petites gâteries fiscales en faveur des hauts cadres s'installant ici. Mais était-il nécessaire d'en faire vraiment plus quand, en moins d'un an, l'exécutif peut déjà afficher à son actif la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, des impôts fortement réduits sur les revenus financiers, la baisse programmée de l'impôt sur les sociétés, des facilités nouvelles pour licencier et la suppression de pans entiers du droit du travail?

Au-delà des ronds de jambe de damoiseau en

direction des affairistes de tout poil, le gouvernement voulait continuer à faire la démonstration d'une attractivité nouvelle de la France depuis l'arrivée au pouvoir de Macron. À l'issue du sommet, il a donc fait claironner par ses porte-parole les résultats qui auraient été obtenus: environ 3,5 milliards d'investissements et la création de 2200 emplois. Mais en réalité il s'agit de décisions déjà prises, depuis longtemps pour certaines, aussi bien les investissements de Toyota à Valenciennes que la construction du nouveau siège de Novartis à Rueil-Malmaison, commencée il y a trois ans.

Côté emplois créés, l'entourloupe est du même calibre. Est comptée comme création d'emplois la promesse par Manpower de faire signer 1000 contrats de CDI intérimaire, c'est-à-dire la transformation d'emplois intérimaires existants en contrats qui condamnent à la précarité perpétuelle tout en supprimant les primes censées la compenser en partie. Autre entreprise citée en exemple, Google ne créerait au total que 30 emplois supplémentaires.

Macron a donc réussi à détourner des grands patrons, le temps d'une après-midi, des routes du sommet de Davos où ils se rendaient,



en leur promettant un repas étoilé à Versailles. Mais, loin de signifier une quelconque relance de l'activité économique, il s'agit surtout

d'esbroufe pour faire croire que tout va de mieux en mieux, alors même qu'une bonne partie des groupes présents au salon préparent

de nouveaux plans de suppressions d'emplois partout dans le monde et y compris ici.

Gilles Boti

Investissement bidon

Parmi les investissements dans des «projets significatifs» cités par les porte-parole du gouvernement à l'issue du salon Chose France, se trouve celui de la société SAP, un important éditeur de logiciels. Au-delà de vagues promesses d'investissements dans la recherche

qui permettent de faire financer par l'argent public la mise au point des programmes nécessaires, SAP a surtout annoncé le rachat d'une start-up, Recast.ai, et sa prise de participations dans une cinquantaine d'autres jeunes pousses dont il espère exploiter les nouvelles idées

à moindres frais.

Rachats d'entreprises, créations d'emplois hypothétiques, recherche d'avantages fiscaux: il n'y a là aucun véritable investissement, et c'est bien à l'image de l'ensemble des annonces faites par le gouvernement.

G. B.

Inégalité salariale: au bon vouloir des patrons

Interviewée le 21 janvier par le *Journal du dimanche*, la ministre du Travail Muriel Pénicaud a déclaré vouloir, pendant le quinquennat, mettre fin à l'inégalité salariale dont les femmes sont victimes. Sa recette: compter sur la bonne volonté du patronat, qui est le premier responsable et bénéficiaire de ces inégalités!

Les salaires des femmes sont en moyenne inférieurs d'un quart à ceux des hommes, en partie du fait que les emplois qu'elles occupent se situent souvent en bas de l'échelle des salaires et que certains d'entre eux sont à temps partiel. Même si l'on compare les salaires sur les mêmes postes de travail, il reste un écart de près de 10% selon l'Insee.

En trente-cinq ans, une ribambelle de lois ont suivi celle de la ministre PS Yvette

Roudy sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Et le principe «à travail égal, salaire égal» reste lettre morte. Depuis 2014, les directions des entreprises de plus de 50 salariés doivent, sous peine d'amende, négocier un accord collectif en faveur de l'égalité professionnelle ou mettre en œuvre un plan d'action. Celles qui se font rappeler à l'ordre par l'inspection du travail ont en général six mois pour se mettre en règle, ce qui leur laisse le temps de présenter un texte qui ne les engage pratiquement à rien. Depuis 2013, 157 sociétés ont eu à payer une amende s'élevant en moyenne à 4459 euros. Payer de telles amendes, au montant aussi faible, revient moins cher que d'augmenter les salaires de leurs employées.

Pénicaud elle-même déclare n'avoir «pas encore un plan d'action défini», mais que celui-ci devrait être prêt «d'ici à deux ou trois mois». Elle compte s'appuyer sur les accords collectifs et sur les conseils d'entreprise tels qu'ils sont prévus par les ordonnances Macron, qui apportent, dit-elle, des avancées.

Comme si le droit des femmes pouvait progresser alors que ces textes font reculer les droits des travailleurs vers davantage de précarité et d'individualisation des contrats de travail. Avec la politique menée par Pénicaud et le gouvernement auquel elle appartient, les inégalités salariales entre les femmes et les hommes ne vont pas diminuer. Au contraire, elles vont sans doute s'accroître encore!

Jean Sanday

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Saint-Denis

Samedi 27 janvier à partir de 16 heures
Salle de la Légion-d'Honneur
6, place de la Légion-d'Honneur

Argenteuil-Bezons

Samedi 10 février à partir de 16 heures
Salle polyvalente Louis-Aragon
44, rue Francis-de-Pressensé
à Bezons

Metz

Dimanche 18 février à partir de 11 h 30
CALP - 2A, rue Mgr-Pelt
à Metz-Plantières

Notre-Dame-des-Landes : un recul gouvernemental

Le 17 janvier, Macron a mis fin au faux suspense concernant la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Des demi-confidences et des fuites volontaires avaient préparé l'opinion à l'abandon définitif du projet.

Ceux qui l'avaient soutenu depuis des années, voire des dizaines d'années, n'ont protesté que pour la forme. Le principal intéressé, le groupe de BTP Vinci, sait qu'il sera dédommagé. Les politiciens locaux promoteurs du nouvel aéroport, souvent ralliés à Macron, se sont rendus à ses raisons: le jeu n'en valait plus la chandelle.

Il devenait en effet de plus en plus évident que ce projet n'avait d'intérêt que pour ses promoteurs, industriels, financiers ou grands élus. Un rapport venait de démontrer que l'aéroport existant à Nantes est loin d'être saturé et que, si nécessaire, des aménagements sont possibles. L'expulsion des

agriculteurs, la destruction d'une zone naturelle, les milliards d'argent public décaissés apparaissaient d'autant plus inutiles, voire scandaleux.

Du point de vue politique, Macron et quelques-uns de ses soutiens comme Le Drian, Ferrand et autres barons bretons, ont certes eu à se dédire. Ils avaient en effet affirmé, y compris le candidat Macron, que l'aéroport se ferait, que force resterait à la loi, que la volonté populaire exprimée par référendum serait respectée et autres propos de tribune aujourd'hui désavoués. Mais, d'un autre côté, le fait de sembler se rendre à la raison et, surtout, celui de prendre enfin une



décision ajoutent à l'image d'homme d'État réaliste et ferme que les communicants de l'Élysée voudraient donner de Macron.

Par ailleurs, l'abandon d'un tel grand projet bétonné, décidé qui plus est par les gouvernements précédents, permet de satisfaire une partie de l'opinion. Enfin, la

perspective d'envoyer des milliers de gendarmes et de policiers tenter d'expulser quelques dizaines de squatters n'avait sans doute rien pour réjouir le gouvernement.

Macron a donc soigneusement calibré l'opération de façon à tenter de transformer cet épisode

en coup politique. Il n'est pas certain qu'il y soit parvenu. Pour beaucoup, il restera le fait que Macron a baissé pavillon devant le risque d'un affrontement ouvert, où l'opinion prendrait fait et cause contre le gouvernement. Et il faudra s'en souvenir.

Paul Galois

Vinci : exploitateur subventionné

L'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes n'a pas perturbé outre mesure le président de Vinci, le groupe de BTP à qui ce marché avait été promis. Dans son rapport annuel, prononcé une semaine après la décision gouvernementale, la question occupe une demi ligne, indiquant que Vinci pourra se consoler avec l'attribution de l'aéroport de Sofia, en Bulgarie. Et de bien des façons encore...

La construction et la gestion d'aéroports ne sont en effet qu'une des activités de ce groupe, présent sur toute la planète, employant 180 000 travailleurs, et un nombre inconnu d'ouvriers sous-traitants, brassant 40 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Vinci construit et gère également des autoroutes, des parkings et des stades. Sa filiale Eurovia s'occupe de travaux routiers et ferroviaires, pendant

qu'une autre est spécialisée dans l'immobilier et une troisième dans la production et le transport d'énergie. Leur point commun, outre faire revenir les dividendes dans les mêmes coffres, est de travailler en étroite symbiose avec l'État français. Cette relation particulière a permis au groupe de devenir le premier mondial dans son secteur.

Un dirigeant de Vinci est de chaque déplacement présidentiel depuis qu'il

en existe. Vinci a signé des contrats avec la plume de Hollande comme avec celle de Sarkozy, pour ne pas remonter plus avant. Un dirigeant de Vinci accompagnait Macron à Athènes. L'entreprise aurait renoncé à bétonner le Parthénon, se contentant de construire et gérer deux tronçons d'autoroute. Mais c'est surtout dans la mère patrie que Vinci s'accroche farouchement à la mamelle étatique.

Le groupe s'est vu attribuer la plus grande partie des autoroutes privatisées, ce qui constitue depuis pour lui une rente confortable. Il a fait mieux encore avec les partenariats public-privé, PPP, dont la ligne à grande vitesse Paris-Bordeaux reste le modèle.

Ainsi, Vinci a construit le tronçon Tours-Bordeaux, investissant 4 milliards d'euros et les finances publiques offrant la même somme. Mais la société privée reste seule propriétaire de la voie, durant cinquante ans, pendant lesquels la SNCF lui versera 250 millions d'euros par an de droit de passage, perdant de l'argent à chaque rame. Le marché est tellement honteux que la SNCF voulait limiter le nombre de trains, pour limiter son déficit! Il a fallu que l'État intervienne pour faire céder la société publique.

Même un détrousseur de fonds publics comme Vinci n'oublie pas que son profit lui vient fondamentalement de l'exploitation des travailleurs. Aussi

est-il féroce sous toutes les latitudes. Vinci a, par exemple, reconnu avoir saisi les passeports des ouvriers immigrés travaillant sur ses chantiers au Qatar, en vue de la Coupe du monde de football. De même qu'il a admis être le donneur d'ordres pour des dizaines d'ouvriers sans papiers sur un chantier du métro parisien, il y a tout juste un an.

Les vantardises du groupe à propos de ses prouesses technologiques, de ses profits pharamineux et de ses perspectives dorées ont pour pendant ces deux questions: combien de morts sur ses chantiers? Combien de complaisances dans les sommets de l'appareil d'État?

P. G.

Gaz à effet de serre : les émissions dérapent

Publié le 22 janvier par le ministère de Nicolas Hulot, un bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre montre que la France ne tient pas ses objectifs. Les prévisions sont dépassées de 3,6%. Les plus mauvais élèves sont le secteur des transports et du bâtiment, avec respectivement 6 et 11% de dépassement.

La faute à qui? Aux particuliers bien sûr! Ainsi, pour les transports, le ministère accuse le prix meilleur marché des produits pétroliers en 2016 qui a « incité à la consommation ». Hulot évoque peut-être là sa

passion personnelle pour les moteurs, du 4x4 « pour les vacances en Corse » au van « pour les vacances en famille » en passant par la camionnette « pour transporter les chevaux en Bretagne ». Mais les millions de travailleurs

qui habitent en campagne ou en banlieue lointaine, peu ou pas desservies par les transports en commun, n'ont pas le choix: ils doivent utiliser la voiture, quel que soit le prix du carburant, pour se rendre au travail, faire les courses, emmener les enfants chez le docteur, etc.

Quant au dépassement dans le bâtiment, il est principalement dû aux dépenses de chauffage de logements mal isolés, les fameuses passoires énergétiques que le

gouvernement promet de faire disparaître dans les dix prochaines années. Comment? Dans le plan de Hulot présenté en novembre dernier, il est entre autres question d'un bonus-malus qui taxerait les ventes de logements mal isolés ou dotés de chauffages trop polluants. Une taxe s'appliquant y compris aux propriétaires modestes n'ayant pas les moyens d'avancer les sommes nécessaires aux travaux. Le projet évoquait même la possibilité que les locataires de logements mal

isolés payent une partie des travaux.

En dévoilant ces chiffres médiocres, le ministre de la Transition écologique a annoncé la couleur: il faut « prévoir une augmentation accélérée du prix du carbone sur le quinquennat », c'est-à-dire une nouvelle hausse des carburants, du fioul, etc. Aux familles populaires, c'est la transition... vers de nouvelles augmentations que le gouvernement propose.

Nadia Cantale

Migrants : le gouvernement responsable des violences

Dans une tribune publiée par le journal *Libération*, un journaliste a interpellé Macron, le rendant responsable des exactions commises par les forces de police contre les migrants qui, après le démantèlement de la Jungle de Calais, errent dans la ville en espérant pouvoir un jour gagner l'Angleterre.

S'appuyant sur des vidéos, Yann Moix dénonce les « saccages d'abris, confiscations d'effets personnels, pulvérisation [de gaz lacrymogène] sur les sacs de couchage, entraves humanitaires » qui sont « le quotidien des exilés à Calais ». S'adressant directement à Macron, il fustige son hypocrisie : « Quant à votre verbe, il est creux, comme votre parole est fautive et votre discours, double. »

Effectivement, lors de son passage à Calais le 16 janvier,

Macron, venu soutenir les forces de police, leur avait promis de ne laisser personne « caricaturer leur travail », parlant ainsi des témoignages les montrant en train de pourchasser brutalement les exilés et de détruire leurs maigres possessions ou abris. Mais, en même temps, il affirmait que tout débordement serait sanctionné. Reprenant le même refrain, le préfet du Pas-de-Calais, donc le représentant de l'État, multipliait sur tweeter des

messages dédouanant les policiers, tout en promettant de punir quiconque exercerait des violences « avérées ».

Mais lorsque des exactions sont commises, c'est sur ordre de responsables de la police ou de la gendarmerie. Les violences qu'ils commanditent ne risquent donc pas d'être un jour avérées ! À l'instar de celle du journaliste, la protestation contre ces traitements inhumains doit s'amplifier pour dénoncer la responsabilité pleine et entière de Macron et de son gouvernement dans cette politique antimigrants.

Marianne Lamiral



Manifestation à Ouistreham.

Ouistreham : manifestation de soutien

Samedi 20 janvier, un rassemblement en soutien aux migrants s'est tenu à Ouistreham. De ce port partent des ferrys pour l'Angleterre et certains migrants y viennent en espérant trouver un passage. Ils se retrouvent à errer dans et autour de la ville, dormant dehors malgré l'hiver pluvieux.

Un mois après un premier rassemblement, l'émotion et la mobilisation n'ont pas faibli : un millier de personnes environ se sont retrouvées pour les prises de parole et pour manifester dans la ville. L'opposition de la police n'a pas empêché le défilé.

Beaucoup sont venus de Caen, où un milieu de gauche touché par le problème, enseignants, associatifs, etc., n'avait pas

eu le temps de se joindre à la première mobilisation. Des militants de la CGT, de SUD ou d'extrême gauche étaient présents. La situation des migrants est révoltante : la police agit de la même façon que dans les autres régions pour obliger les migrants à partir ailleurs, et la mairie LR comme l'État empêchent toutes les initiatives pour les abriter. La mairie a même refusé pendant des semaines de rouvrir les toilettes publiques !

De nombreux manifestants étaient venus en réaction à la politique révoltante du gouvernement Macron contre les migrants. Tous devraient se retrouver à Caen courant février, lors d'une autre manifestation, à vocation régionale, pour exprimer leur indignation.

Correspondant LO

Harcelé pour cause de solidarité

Cédric Herrou, cet agriculteur de la vallée de la Roya qui symbolise la solidarité avec les migrants tentant de franchir la frontière italienne, a été arrêté pour la neuvième fois le jeudi 18 décembre.

Il était cette fois accusé d'avoir emprunté une route passant par l'Italie, contrevenant ainsi aux obligations du contrôle judiciaire imposé par les précédents jugements. Ce jour-là, des

éboulements ayant rendu les routes de l'arrière-pays impraticables, Cédric Herrou avait été obligé de passer par Vintimille en Italie pour rejoindre Nice par l'autoroute afin d'y vendre ses légumes. Il en avait prévenu la préfecture par un fax. D'abord suivi par une voiture de la police italienne, puis filmé au péage à partir d'un véhicule banalisé, il a été arrêté quelques kilomètres après Menton, plaqué contre un

camion par dix policiers et emmené menotté dans les locaux de la police. Ce n'est qu'après de longues heures que le juge l'a fait relâcher.

Cet épisode a tout du coup monté. Il est significatif de l'acharnement avec lequel le gouvernement harcèle ceux qui considèrent à juste titre la solidarité comme un devoir, sans pour autant réussir à les faire renoncer.

Daniel Mescla

Nantes : un toit pour tous !

Samedi 20 janvier, un millier de personnes ont manifesté dans les rues de Nantes pour exprimer leur indignation contre le manque de solutions pour loger des personnes à la rue.

Dans la manifestation, de nombreux migrants étaient présents.

On estime qu'ils seraient plus de 400 à Nantes sans hébergement, alors que la ville regorge de logements

vides. Mais les responsables politiques locaux, comme la préfecture, sont solidaires de la politique de chasse aux migrants engagée par Macron et ses prédécesseurs. C'est ainsi

qu'aucune solution n'a été proposée aux occupants de l'Université qui restent dans une situation précaire, avec de plus en plus de migrants venant y dormir.

La manifestation était

particulièrement entourée, il y avait plus de CRS que de manifestants. Comme quoi les pouvoirs publics savent trouver des moyens pour ce qui les préoccupe vraiment !

Correspondant LO

Macron : des milliards pour les militaires

Vendredi 19 janvier, Macron a adressé ses vœux aux armées, à Toulon, à bord d'un porte-hélicoptères, avec comme leitmotiv en substance : vous aurez les milliards promis, et plus encore !

Donnant les grandes lignes de son projet de loi de programmation militaire, qui sera présenté le 7 février en Conseil des ministres avant d'être discuté à l'Assemblée nationale, le chef de l'État a promis, pour la période 2019-2025, un effort budgétaire « inédit et incomparable ». Dès 2018, le budget de la Défense passe de 32,4 à

34,2 milliards d'euros.

Et Macron prévoit de l'augmenter encore pour atteindre 50 milliards d'euros en 2025, soit 2% du PIB de la France.

Voilà qui met fin à la polémique née l'été dernier après la démission fracassante du chef d'état-major, le général Pierre de Villiers, qui dénonçait les prétendues économies réclamées aux militaires

par le nouveau président. Macron a d'ailleurs cyniquement rappelé que ces milliards supplémentaires pour l'armée seront pris aux budgets utiles à la population, comme ceux de l'Éducation nationale ou de la Santé : « J'assume le choix de vous donner ces budgets, mais vous ne devez pas ignorer qu'ils se traduiront par ailleurs par une réduction des ressources accordées à d'autres politiques. »

Enfin, Macron veut consacrer de lourds investissements à la dissuasion nucléaire, dont

le budget devrait passer de 3,9 milliards en 2017 à 6 milliards en 2025. Il s'agira de renouveler « sa composante océanique » et « sa composante aérienne », en allant vers une troisième génération de sous-marins nucléaires et vers une nouvelle version du Rafale.

En attendant cela, les actionnaires de Dassault, Areva, Airbus, Thales et autres, ont dû se lécher les babines. Cela valait bien une petite *Marseillaise*, entonnée par tout ce beau monde à la fin du discours.

Julie Lemée



Lait contaminé : le scandale et ses raisons

Plus de 500 parents de nourrissons ayant consommé du lait en poudre produit par Lactalis se sont organisés en association de défense. Malgré les déclarations du PDG du groupe sur son engagement à assurer ses responsabilités et à indemniser les victimes, certaines familles ont commencé à déposer des plaintes pour connaître la vérité.

Car, si les premiers signalements de bébés malades datent de septembre, il aura fallu attendre le 8 décembre pour que Lactalis arrête la production dans son usine de Craon, et le 12 janvier pour que le patron sorte de sa réserve et se présente au rendez-vous fixé par le ministre de l'Économie. Le 14, il n'en continuait

pas moins d'affirmer dans les colonnes d'un hebdomadaire « *qu'il n'y a pas eu de manquements de notre part sur les procédures* ». Et c'est sans doute avec cet état d'esprit et beaucoup de mépris que, quelques jours après, comme le rapporte le quotidien *La Nouvelle République* du 20 janvier, Lactalis a proposé à des

parents de les dédommager contre promesse de ne pas déposer plainte. Et de leur promettre de rembourser 11 euros pour chaque boîte achetée 24 euros ! Une offre qui ne peut évidemment être ressentie que comme une provocation.

37 nourrissons ont été à ce jour gravement malades. Un cas a été détecté en Espagne, un est soupçonné en Grèce. Mais pas moins de 12 millions de boîtes ont été commercialisées dans 83 pays. Alors, combien étaient contaminées dans tous ces lots ? Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Liban ont annoncé avoir procédé à

des retraits. Mais qu'en est-il de l'Algérie, qui compte pour 12 % des exportations de Lactalis ? Qu'en est-il de la Chine, qui de 2003 à 2013 a multiplié par quatre ses importations de lait en poudre pour bébés ? Ce pays a déjà connu en 2008 un énorme scandale autour du lait en poudre contenant un mélange de mélamine, une résine plastique toxique qui permet de simuler une augmentation de protéines et c'est cette occasion que Lactalis, jouant les monsieur Propre, avait saisie pour développer ses ventes en Chine.

Ces scandales sanitaires

successifs sont présentés comme la conséquence de fautes humaines, de défaillances techniques, de malversations individuelles ou encore de failles imprévisibles dans un système qu'il faudrait seulement corriger pour mieux garantir la chaîne de protection alimentaire, de la production à la consommation. Mais ce qui est en cause, c'est le système capitaliste basé sur le profit, qui tend en permanence à faire passer cet impératif avant les intérêts et la santé de la population.

Philippe Logier

Coopératives agroalimentaires : des capitalistes comme les autres

Au côté du groupe Lactalis, appartenant à la famille Besnier, de nombreux paysans producteurs de lait ont à subir les assauts du numéro deux du secteur, Sodiial-Yoplait. Celui-ci pourtant est une coopérative. Or les entreprises de ce type ont l'image d'associations de producteurs censées protéger leurs adhérents des lois de la concurrence capitaliste. Dans le secteur de l'agro-alimentaire, elles sont censées protéger au moins les paysans, qui en sont les coopérateurs.

En fait, là comme ailleurs, le capitalisme a su récupérer à son profit une forme d'organisation théoriquement créée pour résister à la dure loi du marché. Dans le secteur agricole, et plus précisément la production du lait, la plus grosse coopérative, Sodiial, fait la guerre à ses dizaines de milliers d'adhérents, en théorie ses propriétaires, leur payant le lait toujours moins cher, et menant les uns à la faillite et parfois au suicide. Dans la production porcine, la coopérative Cooperl a remis en cause le prix minimum du porc convenu avec le gouvernement, au détriment de ses dizaines de milliers de coopérateurs,

sachant que sa décision allait ruiner une partie de ses adhérents paysans.

Dans les secteurs de la production maraîchère et de l'abattage du bétail, des dizaines de milliers de paysans subissent la dictature de la coopérative Cecab. Cette coopérative fut fondée en 1968, dans la foulée du mouvement de protestation du monde paysan culminant en 1967 avec l'assaut des préfectures et sous-préfectures dans l'ouest de la France. Les deux grandes figures de ce mouvement étaient Gourvennec et Debatisse. Le premier connu d'ailleurs la prison pour ses actions revendicatives, avant de finir patron de Brittany

Ferries ; quant à l'autre, il termina ministre de l'Agriculture.

La Cecab, propriétaire de la marque D'Aucy et des abattoirs Gad, est quant à elle devenue un des grands trusts de l'agro-alimentaire. Elle l'a fait en rendant ses paysans captifs de la coopérative, contraints d'accepter des prix à la limite de la rentabilité. En supportant tous les aléas, ils se retrouvaient sans rien, pas même une indemnité, quand l'Sa Cecab décidait de fermer l'usine où ils livraient leur production, traités comme les ouvriers qu'on jette à la rue. Ce fut le cas lors de fermetures d'usines D'Aucy, ou des abattoirs Gad.

On pourrait ajouter à la liste le Crédit agricole, grande banque coopérative du monde rural qui rançonne des centaines de milliers de paysans. Quoi qu'aient pensé au départ leurs fondateurs, les coopératives ont voulu soutenir la compétitivité imposée par le marché, elles ont fait la guerre à

leurs salariés pour les payer toujours moins et leur faire produire toujours plus, et appliquent le même régime à leurs adhérents. Cela a permis aux dirigeants de se détacher de la masse de leurs coopérateurs et de devenir de vrais capitalistes, comme dans une quelconque société par actions.

Ainsi, les plus petits

coopérateurs paysans sont sous la menace permanente de la faillite et de la saisie de leurs biens. Leurs alliés naturels contre les coopératives et tous ceux qui les exploitent sont à chercher du côté des travailleurs, en premier lieu des 165 000 salariés des coopératives.

Paul Sorel



Mobilisation contre les licenciements à GAD.

Immeuble effondré : pour enrichir Nexity

Vendredi 19 janvier, le mur de façade d'un immeuble de huit logements de Belfort s'est effondré en quelques minutes. Les pompiers, alertés aux premiers signes donnés par des passants, ont heureusement pu sécuriser en toute urgence l'évacuation des occupants, tout le bâtiment menaçant de s'écrouler.

Des locataires, à la rue, ont alors crié leur colère contre Nexity, le syndic de cette copropriété, qui plusieurs fois avait été alerté sur l'état du bâtiment.

Le mur d'un logement était espacé de 10 cm du plancher, on pouvait voir chez le voisin... « *Je n'ai pas cessé d'appeler et d'écrire* », dit l'un des occupants, et la seule réponse de Nexity a été qu'il fallait se réjouir d'avoir un immeuble en bon état !

On apprend que des travaux, décidés en juin dernier et qui devaient démarrer en septembre, ont été repoussés, car selon Nexity l'intégralité des frais d'expertises n'avait pas été payée par les copropriétaires, et

puis des travaux plus importants, qui s'avéraient nécessaires, étaient prévus de commencer... le mois prochain.

Les agissements de Nexity, l'une des plus grosses agences immobilières du pays, cotée en Bourse, sont connus. Rodées à faire marcher la pompe à fric, elles gèrent des immeubles au mépris de leur entretien et de la sécurité de ceux qui y habitent.

Correspondant LO

Péage urbain : une solution antipauvres

Dans *Les Échos* du 17 janvier, la ministre des Transports, Elisabeth Borne, a déclaré que, dans un prochain projet de loi, le gouvernement allait encourager les villes à mettre en place des péages urbains. Mesure justifiée, selon elle, par la nécessité de lutter contre la pollution.

Pour diminuer la circulation automobile et réduire la pollution qu'elle

entraîne, on pourrait développer les transports collectifs, les rendre gratuits, accessibles et confortables, pour que le plus grand nombre ait la possibilité de les utiliser.

Mais tout ça demande d'y consacrer des moyens. C'est tellement plus simple d'empêcher les plus pauvres d'utiliser leur voiture.

J. S.

Gardiens de prison : tâche ingrate et mépris de l'État

Après avoir rejeté le projet d'accord discuté entre le ministère de la Justice et deux syndicats, les gardiens de prison ont intensifié leur mobilisation le 22 janvier. En début de semaine, le mouvement touchait à des degrés divers 130 prisons sur 188.

Démarrée après l'agression de plusieurs gardiens, la mobilisation porte sur la sécurité, les effectifs, les conditions de travail mais aussi sur les salaires. Contrairement aux explications des médias, ce ne sont pas les surenchères entre les trois principaux syndicats, même réelles, qui expliquent la poursuite du mouvement. Celui-ci révèle que les femmes et les hommes chargés par l'État de surveiller les prisonniers, entassés dans des conditions inhumaines, ne supportent plus d'être eux-mêmes maltraités.

En quarante ans, le nombre de détenus a doublé. Cela résulte d'abord de la politique des gouvernements successifs qui, par démagogie, n'ont cessé de durcir les lois. Incapables d'enrayer la violence engendrée par une société minée par le chômage et la ghettoïsation de certains quartiers, ils ont enfermé toujours plus. Entre le tiers et la moitié des prisonniers sont des jeunes des quartiers ouvriers, tombés dans la criminalité ou dans la délinquance, grande ou petite. Pour l'immense majorité, la prison est une école du crime, et pas le lieu de réinsertion dans la société vantée par les ministres de la Justice. Cette situation n'a rien à voir avec la radicalisation, réelle ou supposée, d'une partie des détenus. Ce terme ambigu et fourre-tout a été utilisé par le gouvernement pour noyer le poisson.

Malgré les constructions de nouvelles prisons, les conditions de détention se

sont dégradées, pour les prisonniers comme pour les gardiens. Quand on enferme trois voire quatre personnes dans neuf mètres carrés en réduisant les promenades ou les parloirs, parce qu'il n'y a, dans certaines maisons d'arrêt, qu'un surveillant pour 100 détenus, on transforme des êtres humains en bêtes sauvages. Quand on enferme des malades psychiatriques que la société ne se donne les moyens ni d'accueillir ni de soigner dans des centres médicalisés dédiés, on transforme les prisons en bombes à retardement. Confrontés tous les jours à cette déshumanisation, les gardiens de prison ont l'un des taux de suicide parmi les plus élevés, toutes professions confondues. Dans ces conditions, malgré le chômage, l'administration peine à pourvoir tous les postes ouverts au concours de gardien. Et ce ne sont pas les salaires, démarrants à 1400 euros net par mois, hors primes ou heures supplémentaires, pour travailler y compris le week-end ou la nuit, qui peuvent susciter des vocations.

Que les gardiens de prison, chargés par l'État d'une tâche ingrate, obtiennent sans délai des salaires et des conditions de travail décentes serait un minimum. Mais, sans transformer en profondeur une société dont la violence des rapports sociaux ne cesse de s'aggraver, les prisons ne se videront pas et le sort des gardiens comme des prisonniers ira en se dégradant.

Xavier Lachau



Carrefour : au bonheur des actionnaires

Le nouveau PDG du groupe Carrefour, Alexandre Bompard, vient de présenter son plan d'économies de deux milliards d'euros et de restructuration.

On savait déjà, depuis cet été, qu'il devait y avoir 2400 suppressions d'emplois, principalement dans les services centraux. Mais, avec cette dernière annonce, il est évident que tous les employés sont visés.

Non seulement Bompard annonce supprimer directement ces 2400 emplois, mais en plus les 273 magasins de l'enseigne Dia, rachetés en 2014, seront vendus, ou fermés s'ils ne trouvent pas de repreneur. Et cinq supermarchés Carrefour doivent être mis en location-gérance, le groupe s'en débarrassant en les confiant à un gérant qui lui versera une redevance. Pour les travailleurs, qui ne feront

plus partie du groupe, cela signifiera le risque de perdre la mutuelle, les réductions sur les achats et des primes qui peuvent représenter jusqu'à deux mois et demi de salaire annuel.

Le groupe Carrefour ayant vu légèrement chuter ses bénéfices – tout de même un peu plus d'un milliard d'euros –, ses actionnaires avaient chargé Bompard de redresser la situation. Celui-ci s'était déjà illustré par le passé en décidant des plans de destruction massive d'emplois, œuvrant à la Fnac, puis chez Darty après la fusion des deux enseignes.

À la Fnac, selon la CGT-Commerce, il y a eu l'équivalent de 1350 postes en moins en magasin. Grâce

à quoi l'action a grimpé, Bompard empochant au passage 11,5 millions d'euros en 2015 et 13,8 millions d'euros en 2016. On comprend pourquoi, avant son arrivée chez Carrefour, une pétition contre sa venue a recueilli des milliers de signatures parmi le personnel.

Dès l'annonce du plan Bompard, le 23 janvier, l'action Carrefour a grimpé de 6% ! Les actionnaires doivent être ravis. Mais à l'hypermarché Carrefour de Château-Thierry, qui est menacé de passer en location-gérance, le personnel s'est mis largement en grève, entraînant des salariés d'autres magasins de la région. C'est l'exemple à suivre, car c'est le seul moyen de s'opposer aux plans de Carrefour.

André Victor

L'Île-Saint-Denis : l'éducation prioritaire... non prioritaire

Le 11 janvier, une bagarre générale a éclaté devant le collège Sisley de L'Île-Saint-Denis, en banlieue parisienne, au cours de laquelle deux surveillantes ont été frappées et blessées. La quasi-totalité des enseignants a alors décidé de cesser le travail. Ils réclament davantage de moyens humains : un CPE, trois surveillantes, un classement en REP+ (éducation prioritaire renforcée).

Au cours d'une audience, la direction départementale de l'Éducation nationale a reconnu la légitimité de ces revendications, tout en refusant de dépenser un centime supplémentaire. L'arrivée récente de papier

toilette dans les WC des filles a même été présentée comme le signe d'une évolution positive ! Quant à la promesse qui avait été faite d'un deuxième CPE lorsque les effectifs dépasseraient 400 élèves, ce qui est le cas, il a été expliqué que les engagements oraux n'ont pas de valeur.

Les enseignants ont donc logiquement poursuivi la grève, alertant les médias et les réseaux sociaux, mettant en ligne une vidéo et une caisse de grève. Ils se sont adressés aux parents, aux professeurs des écoles, à la mairie. Chaque matin, des parents sont venus devant le collège pour mener à bien une opération collège désert. Cette fois, l'Éducation

nationale n'a pas regardé à la dépense, envoyant jusqu'à neuf vigiles d'une équipe mobile de sécurité.

Une délégation a de nouveau été reçue, après plus d'une semaine d'une grève largement majoritaire. Mais, une nouvelle fois, aucun moyen humain n'a été cédé, le ton de la hiérarchie étant même nettement plus méprisant. Les enseignants ont repris le travail, convaincus qu'il faudra une lutte beaucoup plus large pour contraindre le gouvernement à mettre les moyens nécessaires pour l'éducation dans les quartiers populaires.

Correspondant LO



Allemagne : vers une nouvelle coalition antiouvrière

Deux tours de scrutin ont été nécessaires, dimanche 21 janvier, pour qu'une courte majorité parmi les quelque 600 délégués du Parti social-démocrate (SPD) vote en faveur de la poursuite de négociations avec la CDU d'Angela Merkel. Le SPD serait donc à nouveau en route vers une participation au gouvernement.

La base du SPD, ses jeunes, continue de rester fermement opposée à une nouvelle grande coalition, et il n'est donc pas dit qu'elle voie effectivement le jour. Tous, partisans comme opposants à une coalition, le savent : une nouvelle participation gouvernementale signifiera encore moins de voix aux prochaines élections, moins de postes et, en réalité, le lent suicide du SPD. Mais ils ne voient pas d'alternative politique.

Alors, dans le programme gouvernemental qu'elle négocie, la direction du SPD essaie de faire passer certaines mesures pour des avancées sociales. En particulier, le SPD met en avant ses propositions pour les retraités. Mais, à y regarder de plus près, ce n'est que du vent : l'âge légal

de la retraite va continuer à reculer jusqu'à 67 ans, leur montant va continuer à baisser. Le seul changement ? Un retraité pauvre, ne touchant que l'aide sociale des retraités qui tourne autour de 800 euros tout en ayant cotisé pendant au moins 35 années, toucherait à l'avenir 80 euros mensuels supplémentaires. Et encore, ce serait à condition de se soumettre à des contrôles intrusifs et tatillons, et de prouver qu'on n'a vraiment rien, ni économies ni conjoint qui toucherait une retraite légèrement supérieure.

Aux capitalistes par contre, dont les profits battent des records, ce programme gouvernemental prévoit d'offrir plusieurs milliards de subventions et de cadeaux fiscaux. Les



CDU : « Commencer par prêter l'oreille aux petites choses »

SPD : « Il est temps de se remettre à résoudre les problèmes de l'Europe au lieu d'attendre qu'ils se résolvent d'eux-mêmes »

géants de l'immobilier toucheraient des sommes astronomiques pour le fait de... construire des immeubles. Dans un pays où il y a peu de logements sociaux et où l'immobilier a tendance à flamber, ils ne s'engagent absolument pas, en contrepartie, à proposer des logements à prix abordables. Cerise sur le gâteau pour les grandes entreprises, les Siemens, Thyssen, E.ON ou Deutsche Bank, qui année après année suppriment des emplois et envoient des milliers de travailleurs pointer au chômage, le gouvernement baisse les cotisations chômage.

Enfin, en Allemagne comme ailleurs, les quelques lois protégeant les salariés

doivent, selon le langage patronal, être assouplies, allégées, simplifiées, avec la généralisation de la flexibilité, l'augmentation de la précarité, le développement du travail des seniors de 70 ou 75 ans.

Pour détourner l'attention de ces mesures dictées par la classe capitaliste, CDU/CSU et SPD débattent surtout de ce qu'ils vont entreprendre à l'encontre des migrants. Une série de lois vont leur rendre la vie encore plus difficile. Il y a d'abord la question du regroupement familial. Ainsi, les Syriens qui n'ont obtenu qu'un asile limité dans le temps ne doivent plus pouvoir faire venir leur famille. Plus précisément, mille personnes par mois seulement

pourront venir dans le cadre de ce regroupement familial. Comment les parents arrivés seuls en Allemagne pour éviter à leurs enfants une traversée périlleuse pourraient-ils se résigner à les savoir bloqués, peut-être pour des années, dans des camps au Liban ou en Irak ? De telles mesures, écrites suite au succès des partis les plus réactionnaires, CSU et AfD, font partie d'une démagogie odieuse.

Cela, et les pourparlers eux-mêmes, quatre mois de bla-bla sans réussir à former de gouvernement, semble augmenter encore le dégoût des classes populaires à l'égard des dirigeants politiques.

Alice Morgen

IG Metall et les 28 heures par semaine

Dans le cadre des négociations salariales, le syndicat IG Metall (IGM) appelle les travailleurs de la construction automobile et de machines à débrayer. Des centaines de milliers d'entre eux auraient d'ores et déjà participé.

Le succès des débrayages témoigne du mécontentement d'ouvriers qui entendent parler de la bonne santé de l'économie et voudraient en voir un effet sur leur fiche de paye et dans les conditions de travail, et qui voudraient travailler moins dur et être moins sous pression. Car, en plus d'une augmentation de 6 % quand le patronat propose 2 % (en général, ils se retrouvent à mi-chemin en fin de négociations), IG Metall parle de réduire le temps de travail de 35 à 28 heures par semaine. Cette revendication fait couler beaucoup d'encre, et fait espérer à certains une meilleure répartition du travail entre tous.

Mais en réalité il ne s'agit absolument pas de cela : IGM réclame uniquement que ces salariés aient le droit, individuellement et pour une période maximale de deux ans consécutifs, de réduire leur temps de travail à 28 heures, et le droit de revenir ensuite à plein temps. Il s'agirait, pour qui peut se le permettre, de se payer ce temps partiel

soi-même. Il n'y aurait pas de maintien du salaire mais dans certains cas seulement, pour des salariés élevant de jeunes enfants ou s'occupant de leurs parents âgés dépendants, la confédération syndicale revendique une compensation minimale, à savoir le versement de 60 à 200 euros en complément. On serait loin de la perte de salaire découlant d'une diminution du temps de travail d'une trentaine d'heures mensuelles.

Cette revendication fait pousser les hauts cris au patronat et à une partie de ce que le pays compte de réactionnaires, sur le mode : « Comment ? Être payé à ne rien faire, alors que les carnets de commandes sont pleins ? Mais où irait-on ? »

Enfin, il y a le sort de la moitié orientale de l'Allemagne : plus de vingt-cinq ans après la réunification, la convention collective de la métallurgie qui s'y applique ne prévoit pas 35, mais 38 heures de travail par semaine.

Alors, non seulement bon

nombre de travailleurs, souvent ceux justement qui travaillent le plus dur, sont loin de pouvoir se payer un temps partiel, mais la revendication d'IGM pourrait en partie se

retourner contre eux. Le patronat en effet cherche à imposer plus de flexibilité, et il explique que, si en contrepartie des 28 heures les travailleurs ont individuellement



Une des manifestations organisées par IG Metall.

A. M.

Grande-Bretagne : Carillion ou le parasitisme du capital

Le 15 janvier, le groupe britannique de construction et de services Carillion déposait son bilan. Il laissait sur le carreau non seulement les 46 000 travailleurs qu'il employait directement de par le monde (dont environ 20 000 en Grande-Bretagne), mais également ceux, bien plus nombreux encore, qui étaient employés par l'un de ses innombrables sous-traitants.

C'est en prenant leur poste ce matin-là que la plupart de ces travailleurs ont appris la nouvelle. Quant à ce qui suivra, nul n'en sait rien, et eux moins que quiconque. Certaines municipalités, hôpitaux et autres organismes publics, reprendront peut-être les travailleurs de Carillion, pour qu'ils continuent à faire le même travail. Mais, dans le meilleur des cas, ce sera seulement dans le cadre de contrats précaires. Quant aux 8 000 apprentis qui avaient été embauchés l'an dernier par Carillion, à grand renfort de flonflons dans le cadre d'une campagne très médiatique, ils ont été licenciés sur-le-champ.

Il faudra sans doute des mois pour pouvoir mesurer le coût réel de cette faillite pour le monde du travail. Et cela d'autant plus qu'il n'est pas impossible que l'onde de choc qu'elle a déclenchée dans la sphère financière, à la fois dans le système bancaire et sur les marchés boursiers, touche d'autres grandes entreprises similaires, voire entraîne la faillite de certaines.

La chronique d'une faillite annoncée

Carillion a été créé en 1999, pour profiter de la grande vague de passages en sous-traitance de pans entiers des services publics : bien qu'ayant été amorcée par Margaret Thatcher à la fin des années 1980, ce fut en effet à

cette époque, après le retour des travaillistes au pouvoir, sous Tony Blair, que cette vague prit toute son ampleur.

Le groupe se lança alors dans une chasse effrénée aux contrats publics de sous-traitance, n'importe quel contrat. Et c'est ainsi qu'à la veille de sa faillite un tiers des activités du groupe étaient dans la santé publique : restauration, nettoyage et maintenance, parkings, renseignements. Un deuxième tiers concernait des tâches similaires pour d'autres organismes publics tels que grandes municipalités, armée, prisons, infrastructure ferrée. Enfin, le reste concernait sa participation à la maîtrise d'œuvre de grands projets, dont une ligne de réseau express trans-londonienne, la deuxième voie ferrée à grande vitesse du pays, ou encore deux grands hôpitaux.

Tant que la compétition n'était pas trop forte, les profits furent faciles et Carillion multiplia les rachats d'entreprises, en Grande-Bretagne mais aussi au Canada et au Moyen-Orient. Mais, comme les actionnaires encaissaient quelque 60 % des bénéfices du groupe, celui-ci devait emprunter aux banques pour financer ses acquisitions – ce qu'elles faisaient volontiers au vu du flot apparemment intarissable de l'argent étatique qui allait remplir les caisses de Carillion.

Puis vinrent les premiers chocs de la crise financière, en 2007. Avec les restrictions



budgetaires imposées par les gouvernements successifs aux administrations publiques, les contrats de sous-traitance se firent plus rares, et donc la concurrence pour les obtenir plus forte, et leurs conditions devinrent plus restrictives.

Du coup, l'activité des dirigeants de Carillion commença à ressembler à une pyramide de Ponzi : pour obtenir de nouveaux prêts ou rééchelonner des prêts existants, il fallait pouvoir se prévaloir du nouveau flux de revenus associé à un nouveau contrat. Pour obtenir de nouveaux contrats, il fallait soumissionner à un niveau inférieur à celui des concurrents, souvent à prix coûtant, voire à perte. Mais, comme il n'était pas question de toucher aux dividendes ni au service de la dette, il fallait emprunter encore plus aux banques, etc. Jusqu'au jour de 2017 où la pyramide a commencé à piquer du nez, lorsque les bénéfices des vieux contrats n'ont plus suffi à couvrir les pertes des contrats plus récents : il y a eu un premier avertissement d'une baisse de bénéfices imminente, puis un deuxième. En un an, le cours de l'action Carillion a perdu plus de 80 %. Finalement, le 15 janvier, les banques ont

jugé qu'elles n'avaient plus rien à obtenir de Carillion et elles ont tiré l'échelle.

Privatisation larvée

En fait, derrière la faillite de Carillion, apparaît la décrépitude et le parasitisme de tout un pan de l'économie britannique, qui s'est constitué au cours des trois dernières décennies autour du passage en sous-traitance, par tranches parfois infimes, de myriades d'activités qui relevaient auparavant du secteur public – une forme de privatisation larvée qui ne disait pas son nom.

Parmi les entreprises qui constituent ce secteur, on trouve de nombreux groupes comparables à Carillion, dont la situation s'en rapproche de plus en plus. Les plus importantes d'entre elles – Interserve, Capita, Mitie, Kier et Serco – emploient directement près de 300 000 salariés en Grande-Bretagne. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs si le gouvernement May a jugé nécessaire d'ordonner sans attendre une enquête sur la situation financière d'Interserve, qui suit, presque au détail près, la même trajectoire que Carillion, avec tout au plus un ou deux mois de retard. A ceci près qu'Interserve emploie 80 000 salariés directs, près de deux fois plus

que Carillion !

Des dizaines de milliers de travailleurs peuvent donc être directement affectés par les faillites passées et à venir dans ce secteur de la sous-traitance, mais ils ne sont pas les seuls. C'est ainsi qu'en décembre 2017 la faillite d'un autre groupe de ce secteur, Four Seasons Health Care (FSHC), a bien failli priver de toit 17 000 retraités en mauvaise santé qui vivaient dans les maisons de retraite médicalisées gérées en sous-traitance par ce groupe. Si cela n'a pas été le cas, c'est seulement parce que les municipalités concernées se sont débrouillées pour rogner sur leurs budgets et faire tourner les maisons de retraite avec le personnel abandonné par FSHC. Mais l'absurdité de la situation est que ces municipalités pourront être demain légalement contraintes d'offrir de nouveau ces maisons de retraite et leurs patients à l'avidité d'entreprises comme FSHC, pour qu'elles en fassent le même usage !

En tout cas, c'est tout un secteur de l'économie, dont les patrons et les actionnaires vivent en parasites des ressources de l'État, qui est désormais menacé de s'écrouler sous l'effet conjugué de leur avidité et de la crise.

François Rouleau

Paradis fiscaux : la liste peau de chagrin de l'UE

Le 5 décembre 2017, l'Union européenne (UE) avait rendu publique une liste de dix-sept paradis fiscaux, qui ne comprend aucun pays européen.

Le commissaire européen Pierre Moscovici, ancien ministre socialiste français des Finances, avait en effet déclaré : « Il n'y a pas de paradis fiscaux au

sein de l'Union européenne. » Il n'y a donc pas le Luxembourg ? Pas l'Irlande ? Pas le Royaume-Uni ? Non, juste quelques pays où « la législation ou les pratiques sont trop favorables à l'optimisation fiscale agressive ». Et d'ajouter : « Faites confiance à la Commission européenne pour ne pas relâcher la pression. »

Un mois et demi plus tard, l'UE vient d'annoncer qu'elle divisait par deux sa liste, en en retirant huit pays. Car elle aurait reçu l'assurance de leurs gouvernements que, dorénavant, leurs pratiques fiscales seraient transparentes. Cela prouve que « la pression européenne a apporté ses premiers résultats », a dit

Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie. Cela prouve surtout à quel point cette pression se veut elle-même dérisoire.

Les pays qui restent sur cette liste sont les Samoa, les Samoa américaines, l'île de Guam, Bahreïn, les îles Marshall, la Namibie, les Palaos, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago. Seuls ces confettis

répartis sur la planète seraient donc responsables du chaos financier mondial ? Une autre liste est bien plus simple à faire : celle des grands États capitalistes qui ne tiennent nullement à combattre les pratiques douteuses de leurs grands groupes capitalistes.

P.R.

Turquie : la nouvelle guerre d'Erdogan

Samedi 20 janvier, des chars de l'armée turque ont commencé à passer en nombre la frontière syrienne, accompagnés de miliciens de l'armée syrienne libre (ASL), liée au gouvernement d'Ankara. Il s'agit d'occuper la zone d'Afrin, une région syrienne frontalière de la Turquie tenue par les milices kurdes de Syrie et sur laquelle les attaques de chars et les bombardements aériens ont donc débuté.

C'est une nouvelle guerre qui commence, à l'initiative du gouvernement d'Erdogan. Cette zone de la Syrie est contrôlée par les milices des Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein desquelles prédominent les Kurdes du PYD. Ce parti est le parti frère du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan qui revendique l'autonomie des Kurdes de Turquie. Pour Erdogan, tant le PYD que le PKK ne sont rien d'autre que des terroristes, comme il qualifie d'ailleurs sans distinction tout ce qui ressemble de près ou de loin à un opposant.

Il est vrai que l'affaire se complique car, dans le cadre de la guerre civile syrienne et de l'offensive de la coalition internationale contre l'organisation État islamique, les États-Unis se sont appuyés en particulier sur les Kurdes des FDS et ont ainsi évité de devoir envoyer des troupes au sol. Ainsi la zone autonome kurde du nord de la Syrie est en passe de se consolider, et c'est ce qu'Erdogan veut éviter à tout prix.

L'offensive actuelle a donc été préparée, depuis des semaines, par des discours dramatiques contre le terrorisme qui



OSMANE ORSAL / REUTERS

Tanks turcs acheminés près de la frontière syrienne.

menacerait la sécurité de la Turquie. Erdogan a pointé du doigt les États-Unis, en les accusant d'en faire le jeu. Il oublie de dire que c'est lui-même, par sa politique d'intervention en Syrie, par son refus de toute concession aux demandes d'autonomie des Kurdes, qui porte une grande part de responsabilité dans la tension à ses frontières.

En fait, si Erdogan recourt une fois de plus à la guerre, c'est d'abord pour tenter de se sortir de ses difficultés intérieures. Le président et le gouvernement de l'AKP se sentent acculés. La crise économique,

l'inflation, la répression incessante depuis le coup d'État manqué de juillet 2016 usent rapidement son crédit. Erdogan craint que les prochaines élections, dans un an, ne soient pour lui le début de la fin. Face à cela il ne connaît qu'un moyen : faire monter encore la tension, se lancer dans une offensive guerrière comme il le fait depuis trois ans.

Encore une fois, la population turque a donc subi les discours enflammés d'Erdogan, relayés par une presse et des médias entièrement domestiqués. Il s'agit de la convaincre

qu'elle est assiégée de toutes parts par des terroristes qui menacent sa sécurité et que sa seule défense peut venir d'Erdogan et de son parti.

Il n'est pas sûr que cela sauvera Erdogan, car le procédé a de moins en moins d'effet. La population turque est de moins en moins dupe de cette stratégie de la tension à laquelle recourt le pouvoir. Et puis, en se lançant dans une nouvelle guerre sur le sol syrien, qui embarrasse les États-Unis mais aussi la Russie, Erdogan s'est engagé dans une nouvelle impasse. Il finira par en payer le prix.

André Frys

Liberia : George Weah, nouveau serviteur des classes riches

Après avoir remporté les élections avec 61,5% des voix, George Weah vient d'être investi président du Liberia. Enfant des bidonvilles devenu un footballeur célèbre, il suscite une vague d'espoirs dans la population pauvre. Mais les phrases qu'il a prononcées lors de son discours d'investiture, « *Nous tendons la main aux investissements directs étrangers* » ou « *Nous voulons qu'on parle de nous comme un gouvernement favorable au secteur privé* », montre bien que ce sont surtout les attentes des nantis et des multinationales qui risquent d'être satisfaites.

Nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) reviennent sur cette élection dans le dernier numéro de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*.

« À l'annonce des résultats, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, notamment au siège et aux environs du parti de George Weah, pour manifester leur joie. Rappelons que le Liberia a été fondé en 1816-1817 par des descendants d'esclaves affranchis d'Amérique qui avaient regagné leur terre d'origine, l'Afrique, grâce à la Société nationale d'Amérique de colonisation.

Indépendant depuis 1847, le Liberia est donc la première république du continent africain. Mais, les élections se faisant selon la règle du suffrage censitaire (seuls les colons américano-libériens et leurs descendants avaient le droit de vote), leur parti,

le True Whig, exerça le pouvoir durant plus d'un siècle. À l'inverse, les autochtones du Liberia, dont les aïeux n'avaient pas connu l'esclavage en Amérique, étaient maintenus en condition de travail forcé pour le compte de multinationales de l'industrie du caoutchouc. Ce n'est qu'en 1945 que les autochtones se sont vu accorder le droit de vote par le président de l'époque, William Tubman, lui-même américano-libérien.

Les Américano-Libériens ne représentent que 5% de la population totale (4,6 millions d'habitants aujourd'hui), mais ce sont les élites issues de cette diaspora qui ont continué à diriger ce

pays. Ce qui est nouveau, c'est que pour la première fois deux "indigènes" se sont retrouvés face à face au deuxième tour d'une élection présidentielle.

George Weah est un enfant des bas quartiers, des ghettos ; il n'a jamais fait d'études. Dans le milieu de la bourgeoisie locale, on lui reproche de ne pas maîtriser l'anglais classique. Mais beaucoup d'électeurs des milieux défavorisés se sont reconnus en lui. Son concurrent, Joseph Boakai, était aussi un enfant des quartiers populaires, mais lui avait fait de longues études universitaires et maîtrise parfaitement l'anglais. Il a été vice-président sous le gouvernement précédent d'Ellen Johnson Sirleaf.

Georges Weah accède au pouvoir dans l'un des pays

les plus pauvres du monde, malgré d'importantes ressources naturelles : fer, diamant, or, caoutchouc ou huile de palme. De plus, le Liberia sort d'une longue guerre civile (de 1989 à 2003) qui a fait plus de 250 000 victimes. À cela s'est ajoutée l'épidémie Ebola qui a frappé de plein fouet le pays en 2014, faisant environ 15 000 morts. Actuellement, le pays souffre de manques criants dans certains secteurs clés comme l'éducation, la santé, les infrastructures, et connaît également un très fort taux de chômage. Et à cela s'ajoute la corruption. L'eau potable et l'électricité ne sont accessibles qu'à une poignée de gens riches.

Nombre d'électeurs des classes pauvres ont soutenu la candidature de Weah, car il a promis d'améliorer leur

situation : école obligatoire et gratuite, lutte contre la corruption, développement des infrastructures et de la santé, relance des sites miniers pour favoriser l'embauche, etc. Mais son alliance avec certains poids lourds de la politique qui traînent de grosses casseroles ainsi que ses accointances avec le sinistre seigneur de guerre Prince Johnson ou avec l'ancien dictateur Charles Taylor (condamné à cinquante ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité), annoncent déjà ce que sera sa politique au sommet de l'État. Et ce n'est pas un hasard s'il a choisi comme colistière Jewel Howard Taylor, l'ancienne épouse de Charles Taylor.

George Weah, malgré ses promesses envers les pauvres, les jeunes des quartiers populaires, sera avant tout le serviteur des exploités, au service de l'impérialisme, notamment américain. Les grands patrons des multinationales qui pillent les richesses naturelles de ce pays vont continuer à s'en mettre plein les poches. En laissant toutefois des miettes substantielles à leurs sous-fifres locaux qui veillent sur leurs intérêts.»

Le pouvoir aux travailleurs



THIERRY GOUÉGNON / REUTERS

Janvier 1918 : la révolution ouvrière finlandaise

Le 28 janvier 1918, quelques mois après la prise du pouvoir par les ouvriers en Russie, une révolution ouvrière avait lieu en Finlande. Une sanglante contre-révolution allait lui succéder.

Le grand-duché de Finlande faisait partie de l'Empire russe depuis 1809. Suite à la révolution de 1905, le tsar fut contraint de lui accorder une certaine autonomie. Un Parlement fut instauré, élu au suffrage universel. La Finlande fut même un des premiers pays au monde à accorder le droit de vote aux femmes. Ce régime parlementaire restait sous contrôle étroit, puisque les lois votées par l'Assemblée devaient être ratifiées par le tsar. De même, le gouvernement et les forces armées lui étaient subordonnés.

Sur le plan économique, comme Victor Serge l'écrivait dans *L'An I de la Révolution russe*, « si la Russie était l'un des pays les plus arriérés de l'Europe, la Finlande était un des pays les plus avancés du monde ». La classe ouvrière était proportionnellement importante, employée en particulier dans l'industrie du papier et du bois, dans la métallurgie et le textile. Et, à la campagne, les paysans sans terre, les journaliers, les valets et servantes de ferme formaient un prolétariat agricole très important.

Des travailleurs organisés

Dans ce jeune prolétariat, les idées socialistes avaient connu un essor extraordinaire. Dès les premières élections, en 1906, le parti des rouges, le Parti social-démocrate, devint le premier parti de Finlande avec 40% des voix. En 1916, il devint même majoritaire à lui seul, en voix et en sièges. Les Maisons du peuple existaient dans toutes les villes, les syndicats se formaient un peu partout, le Parti social-démocrate possédait sa banque et ses



Les gardes rouges de Tampere.

coopératives. Dans certaines villes du Sud, la quasi-totalité des ouvriers et des ouvrières étaient membres du parti.

Victor Serge résumait ainsi le point de vue de ses dirigeants : « Ils entendaient établir, sans expropriation des classes riches ni dictature du travail, une démocratie parlementaire au sein de laquelle le prolétariat eût été la classe politiquement dirigeante. » Les dirigeants sociaux-démocrates affirmaient qu'il serait possible de passer pacifiquement au socialisme.

Mais la guerre et la révolution russe de Février 1917 précipitèrent les événements. En Finlande aussi, le pouvoir tsariste s'écroula, et son appareil policier disparut. Le gouvernement provisoire russe n'eut plus aucune prise. Le parti bourgeois des blancs forma rapidement des milices bourgeoises dites civiques, armées et encadrées par des officiers tsaristes, afin de rétablir l'ordre et de briser par les armes le mouvement ouvrier. Dans toute la Finlande, des heurts armés commencèrent à opposer les milices civiques aux milices ouvrières nouvellement créées, les gardes rouges.

Du côté des ouvriers, la révolution d'Octobre 1917 en Russie suscita un immense espoir. Dans toutes les villes du Sud, les ouvriers

s'organisèrent, s'armèrent et renforcèrent les gardes rouges pour se protéger des blancs. La base du parti poussait de plus en plus pour la prise du pouvoir.

Comme en Russie ?

Le 14 novembre 1917, une grève générale fut lancée, et la Finlande s'arrêta. Les gardes rouges prirent le contrôle de plusieurs villes. Le surlendemain, le conseil de la grève générale d'Helsinki vota la prise de pouvoir. Mais le parti tergiversa... et recula. Le 6 décembre 1917, les blancs, misant sur le sentiment nationaliste antirusse existant après un siècle de domination tsariste, prirent l'initiative de proclamer l'indépendance de la Finlande et formèrent un gouvernement. Celui-ci constitua une force armée à partir des gardes civiques et d'anciens officiers tsaristes, mais aussi de volontaires nationalistes faisant partie de l'armée allemande, et demanda l'évacuation des troupes russes

Ce n'est que le 28 janvier 1918, face aux multiples provocations des blancs, face à l'évidence que la voie parlementaire était bouchée, que le Parti social-démocrate décida de prendre la direction du mouvement populaire et de lancer l'insurrection. Pour les dirigeants sociaux-démocrates, ce n'était qu'une

initiative défensive et ils promettaient de « suivre les règles du jeu démocratique ». Cependant les gardes rouges prenaient le pouvoir dans toutes les villes ouvrières du sud de la Finlande. Les anciens tribunaux étaient abolis, les pouvoirs de police confiés aux gardes rouges et à la population en armes. La peine de mort fut abolie et, malgré la guerre civile qui faisait rage, l'accès à l'école donné à tous les enfants. Certains secteurs de l'économie furent confiés à la collectivité, pour régler le problème crucial du ravitaillement. L'ancienne bureaucratie d'État était balayée.

Cependant les blancs continuaient de contrôler une grande partie du territoire. Tout en s'appuyant sur les grands possédants et l'ancienne bureaucratie tsariste qui leur était entièrement dévouée, ils réussirent à entraîner derrière eux les petits paysans propriétaires, nombreux en Finlande.

Répression meurtrière

L'armée blanche, dirigée par le général Mannerheim, ancien officier tsariste, lança rapidement une offensive. La guerre civile commença, opposant pendant quatre mois l'armée des gardes rouges, pleine d'allant et d'enthousiasme révolutionnaire, commandée par des officiers élus, mais à l'armement très sommaire, à une armée blanche commandée par des officiers de métier expérimentés. Celle-ci reçut l'appui décisif de troupes allemandes qui, débarquant dans le sud de la Finlande, prirent les rouges à revers. La signature de la paix de Brest-Litovsk en mars

acheva de faire basculer le rapport de force en faveur des blancs en imposant aux soldats révolutionnaires russes d'évacuer la Finlande.

Après de nombreuses batailles où tour à tour les rouges et les blancs prirent l'avantage, le 6 avril, l'armée blanche investit la ville ouvrière de Tampere après des combats de rue et des bombardements inouïs. Le 13 avril, Helsinki tomba, puis ce fut le tour, une à une, de toutes les villes rouges. Les gardes rouges, malgré le découragement et le manque de ravitaillement et d'armes et leur infériorité en nombre, résistèrent jusqu'au 14 mai 1918.

Les combats furent très meurtriers. Mais, surtout, la victoire des blancs déclencha de la part des vainqueurs des tueries, des fusillades sommaires et un désir de vengeance sans limite. La guerre terminée, la répression commença. Début mai 1918, 64 camps de concentration regroupaient déjà 81 000 prisonniers, soit environ 6% de la population adulte. L'hygiène déplorable, la malnutrition, les épidémies provoquèrent le décès de 12 500 prisonniers. Le gouvernement des blancs instruisit 75 500 affaires. 67 800 hommes et femmes furent déclarés coupables et condamnés à de l'emprisonnement, dont 1 100 mineurs. 555 furent condamnés à mort. En quelques mois, un ouvrier finlandais sur dix fut tué.

Comme l'écrivit Victor Serge : « La bourgeoisie victorieuse d'un petit pays qui compte parmi les plus éclairés de l'Europe rappelle [...] que malheur aux vaincus est la loi des guerres sociales. »

Bertrand Gordes

Aux éditions « les bons caractères »

Écrite aux débuts des années 1960 par le romancier finlandais Väinö Linna, une trilogie relate les événements marquants de l'histoire de la Finlande, de 1880

aux années 1950. Le tome 2, en particulier, retrace le déroulement de la révolution finlandaise dans un village et dans une unité de gardes rouges.

Ici, sous l'Étoile polaire, tome 1 : 20,30 euros

Les gardes rouges de Tampere, tome 2 : 21,30 euros

Réconciliation, tome 3 : 22,00 euros

Disponibles dans toutes les librairies et sur le site www.lesbonscaracteres.com

Air France : 200 euros minimum pour tous !



OLIVIER CORSAN / LP

Mardi 23 janvier, trois cars de police stationnaient près du bâtiment où s'ouvraient les négociations annuelles sur les salaires (NAO) entre Air France et les syndicats. Redoublant de précautions, la direction avait délocalisé à Paris les négociations de son siège de Roissy.

L'épisode de la chemise du DRH déchirée lors d'un comité central d'entreprise houleux ne date que de 2015, et la direction craint que des travailleurs en colère, s'invitant de nouveau à une réunion où ils ne sont pas conviés, n'y fassent entendre leurs revendications.

Air France affiche des résultats financiers record. Cela fait que, depuis décembre, le mécontentement s'exprime sur les salaires car, hormis de rares et minimes augmentations individuelles, ils sont bloqués depuis 2011.

Les mécanos entrent en piste

Les mécaniciens de piste de Roissy (CMH) débrayent ainsi régulièrement depuis des semaines, en réclamant ce qui correspond à une hausse de salaire de 200 à 300 euros. Ils ont en effet appris que la direction, qui n'arrivait pas à embaucher des mécaniciens avion aux salaires actuels, avait dû revoir fortement à la hausse ses propositions pour en recruter quelques-uns. Tout le monde s'est réjoui de ces embauches, car partout le personnel manque. Mais cela a aussi incité les mécanos à réclamer un rattrapage salarial, à essayer d'entraîner des mécanos des hangars et à faire connaître leur mouvement aux autres travailleurs de la compagnie.

Les mécanos se sont d'abord invités au comité d'entreprise de la Direction générale industrielle (DGI, un secteur où 8000 ouvriers et techniciens entretiennent les avions), en décembre. Ils étaient plus de 300 et, sous

leur pression, la direction a reçu une délégation, en faisant mine de l'écouter, et a fixé un rendez-vous pour la mi-janvier. Elle espérait que le mouvement retomberait d'ici là.

Cela n'a pas été le cas : il a continué durant les fêtes, ce qui a provoqué le retard de nombreux vols à Roissy, et il a même fallu en annuler, bien que la direction ait mobilisé ses cadres pour remplacer les grévistes.

D'autres catégories de personnel aussi

À Air France, la direction relayée par certains syndicats s'emploie depuis longtemps à diviser le personnel – selon qui est au sol ou pas et, chez les navigants, entre pilotes et PNC (hôtesse et stewards). Mais, fait notable, les syndicats de pilotes et la plupart de ceux des PNC ont affiché leur solidarité avec les mécanos.

Ceux-ci sont aussi entrés en contact avec d'autres catégories de mécanos, pour que la direction ne puisse leur faire remplacer des grévistes. Quand elle l'a tenté, ceux qu'elle a sollicités ont débrayé et revendiqué à leur tour un rattrapage de salaire de 200 euros par mois.

Ne pas se laisser diviser

Le 18 janvier, la direction devait recevoir une délégation de mécanos accompagnée de syndicalistes de Sud, majoritaire chez les ouvriers et techniciens. Elle a annulé ce rendez-vous la veille au soir, en disant vouloir pour négocier « un climat plus apaisé » que celui de la continuation du

mouvement. Elle veut évidemment un climat lui permettant de négocier en position de force pour ne rien céder, sinon des miettes.

Vendredi 19 janvier, 80 mécanos ont distribué un tract, bien accueilli, aux employés du siège d'Air France. Et lundi 22 ils sont allés rencontrer leurs collègues à Orly, où ils ont tenu une assemblée rassemblant plus de 80 personnes.

Dans un autre secteur, celui du tractage de la DGI, les chauffeurs-convoyeurs d'avion ont fait grève, vendredi 19, suite à un appel des syndicats Sud, CGT et FO réclamant là aussi des hausses de salaire.

Un appel à la grève a été lancé pour le 26 janvier, une autre journée de négociations sur les salaires. La direction a avancé la date de ces négociations, qui se tiennent d'habitude en mars, car mi-février elle va devoir publier ses résultats annuels. Or elle sait que, même maquillés pour le grand public, ils apparaîtront encore très bons pour elle, ce qui pourrait nourrir le mécontentement actuel et, qui sait, le généraliser.

Cette crainte de la direction est visible. Et cela n'est pas sans rapport avec la timidité de certains syndicats face à ces mouvements pour l'heure dispersés. Leur volonté de ne pas mettre la direction d'Air France dans l'embarras explique que certains syndicats fixent un cadre sectoriel, voire corporatiste, au mécontentement et avancent la revendication d'augmentations hiérarchisées ou en pourcentage, au lieu de celle de 200 euros dans laquelle tout le personnel peut se reconnaître et se retrouver uni face à un même patron. Car c'est cela seul, et non le repli sur tel ou tel secteur, qui peut faire que tous et chacun forcent le patron à reculer.

Correspondant LO

Airbus-Nantes : licencié pour une caricature !

Le lendemain de Noël, un salarié d'Airbus Nantes a reçu une lettre de licenciement pour le motif d'avoir caricaturé un responsable qui s'est senti injurié et blessé.

La direction justifie ce licenciement en invoquant le mal-être du responsable en question quand il a découvert sa caricature. Le pôvre n'aurait pas supporté le choc et en aurait été psychologiquement très atteint ! Pourtant, quand ce sont les salariés qui tombent malades suite aux conditions de travail et aux cadences de plus en plus soutenues, la direction trouve tous les prétextes pour s'en débarrasser.

Ce salarié avait des problèmes de santé, des troubles musculo-squelettiques liés directement à son travail d'ajusteur. Après avoir commencé à monter un dossier pour être reconnu en maladie professionnelle, il souhaitait un poste aménagé. Cette demande lui a été refusée. Il a alors réagi avec ses armes à lui, crayon et pinceaux, en réalisant deux dessins. Le premier

le représentait lui-même et le second montrait le RH de son secteur, jetant des ouvriers dans une poubelle comme des déchets non recyclables.

L'affaire fait grand bruit localement, choque beaucoup de salariés qui se souviennent de la minute de silence organisée par la direction pour l'attentat de *Charlie Hebdo*.

Jeudi 18 janvier, au changement des équipes de 13h, un rassemblement avec prise de parole, organisé par la CGT devant l'entrée principale de l'usine, a regroupé une centaine de salariés qui tenaient à exprimer leur solidarité envers leur collègue et demander sa réintégration dans l'entreprise. Un badge « *Je suis Greg* » a été confectionné et la mobilisation continue, parallèlement à une plainte aux Prud'hommes.

Correspondant LO



Rennes : les facteurs ne lâchent rien

Les facteurs du bureau de Rennes-Crimée, rejoints à plusieurs reprises par des collègues d'autres bureaux rennais, sont en grève depuis le 9 janvier. Ils sont très déterminés à ne rien lâcher contre l'allongement de leur journée de travail, les suppressions de tournées et d'emplois qui vont avec.

Pour ce faire, ils tiennent quotidiennement des assemblées générales où chacun et chacune intervient pour poser les problèmes de l'organisation de la grève. L'élaboration d'une liste revendicative, l'attitude à adopter vis-à-vis de la direction, sont discutées collectivement,

et les décisions votées par l'ensemble des grévistes.

C'est aussi de cette façon qu'ils ont fait le choix d'organiser des visites dans d'autres bureaux concernés par la même réorganisation. À chaque fois, ils sont accueillis chaleureusement et les échanges sont fraternels. Jeudi 18 janvier, c'est suite à l'une de ces visites que des postiers de Bruz les ont rejoints le lendemain, en grève et en manifestation.

Les patrons de La Poste ont misé sur le pourrissement du mouvement, mais la participation active de tous les grévistes le rend encore plus déterminé.

Correspondant LO

Toyota - Onnaing : Macron en visite publicitaire

Lundi 22 janvier, Macron est venu se montrer à l'usine Toyota d'Onnaing, près de Valenciennes, avant de réunir le soir à Versailles sa brochette de patrons de grands groupes mondiaux, pour leur vanter l'exploitation des travailleurs en France.

Toyota a ainsi bénéficié d'une publicité nationale quasi gratuite, car ce ne sont même pas les actionnaires qui paieront le déplacement de l'armada de policiers qui étaient présents depuis le matin.

La CGT avait décidé d'accueillir Macron devant l'usine, pour faire savoir tout le mal que les travailleurs pensent de sa politique antiouvrière. Beaucoup dans l'usine voyaient cela d'un bon œil. Mais Macron n'aime pas la contestation, ni dans l'usine, ni en dehors, pas plus que devant chez lui au Touquet. Le monde ouvrier ne lui convient que lorsqu'il est trié sur le volet, comme l'ont été les salariés qui ont été réunis dans une salle pour son discours.

Par contre, les filtrages et fouilles de véhicules par les policiers en nombre ont provoqué des bouchons et des retards considérables, jusqu'à deux heures pour

ceux qui devaient prendre leur poste, mais aussi pour ceux qui sortaient, augmentant d'autant le mécontentement vis-à-vis de cette visite. Un comble dans cette usine où tout retard individuel, même minime, est sanctionné!

Très peu de militants CGT de l'extérieur ont pu atteindre la zone industrielle, une centaine ont été tenus à distance loin de Toyota. Quant aux militants CGT de l'usine, ils n'ont même pas pu rentrer. Ils ont été repoussés et retenus par la police à l'extrémité du parking avec ceux qui sortaient, jusqu'au départ de Macron!

Celui-ci a donc pu faire sa visite et son discours sans contestation, accompagné de chefs, de Borloo, de politiciens locaux complaisants et aussi de syndicalistes qui avaient pourtant fait campagne contre lui à la présidentielle. Macron est bien le

président des patrons, qui vient se faire et leur faire de la publicité dans l'usine d'un groupe capitaliste riche à milliards.

Quelles sont les bonnes nouvelles annoncées à l'occasion par Toyota ? 700 emplois ? Mais toute une partie seront en fait des intérimaires embauchés en CDI. Et quelle sera la réalité de ces emplois, alors que l'usine comptait 3 300 travailleurs en CDI il y a quatre ans, contre 2 900 aujourd'hui, alors que la direction avait déjà annoncé il y a des mois qu'elle embauchait ?

Les quelques dizaines d'embauches ont été en fait largement noyées sous les licenciements individuels, notamment d'ouvriers usés par le travail, les cadences et les postes mal adaptés et surchargés.

Et puis au début de l'été 2017, juste avant les congés, la direction a obtenu la signature de plusieurs syndicats pour la mise en place d'un calcul triennal du temps de travail. Cela lui permettra de faire effectuer à moindres frais les travaux

pour la nouvelle ligne, en évitant de payer le chômage pendant la fermeture et en imposant des heures supplémentaires gratuites quand ça l'arrangera.

Une autre « bonne nouvelle », connue depuis des mois, est l'annonce de 300 millions d'investissements destinés à produire un second véhicule. Mais toutes les entreprises sont bien obligées d'investir quand elles veulent sortir un nouveau produit. Cela ne représente que sept jours de bénéfice du groupe Toyota, sur les 15 milliards qu'il tire de l'exploitation de ses 300 000 salariés dans le monde.

En plus, Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, s'est vanté à cette occasion que les cadeaux faits à Toyota avec l'argent public se montaient à 20 millions d'euros, dont 11 millions de la région, cinq de l'agglomération et quatre de l'État.

Les boniments de Macron et des patrons n'ont pas convaincu grand monde.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

Vendeurs de salade, un métier qu'on leur laisse

La direction ne semble pas se contenter de notre travail en station, qui consiste à informer les usagers et à répondre à leurs demandes. Des chefs nous reprochent de ne pas « pousser à la transaction », c'est-à-dire de ne pas vendre aux usagers, en particulier aux touristes, des titres de transport qu'ils ne demandent pas!

On est là pour transporter les usagers, pas pour les rouler.

RATP Réseau ferré

Faites demi-tour dès que possible

Les caristes du Montage sont équipés d'une tablette connectée qui leur permet de gérer l'approvisionnement en pièces dans tous les secteurs. Sauf que souvent il n'y a plus de connexion ; alors les caristes ne savent pas où ils sont.

Avec la même technologie sur les voitures, en programmant la destination Marseille, on risquerait de se retrouver à Lille!

Renault Flins

Une éthique digne de la FIFA

Le mois dernier, Pepy a accompagné Macron au Qatar pour y signer le contrat d'exploitation du métro et du tramway qui desserviront Doha et Lusail, où se déroulera le Mondial de football 2022. Et la SNCF se fait gloire d'avoir ainsi décroché « un des plus importants projets de transport public dans le monde »! Dans un partenariat avec Hamad Group, propriété personnelle de l'émir du Qatar.

La SNCF prélèvera donc sa part de profit de ce chantier digne des pharaons, bâti avec la sueur et la peau de centaines de milliers de travailleurs esclaves de l'émirat.

SNCF Rennes

Thales joue et gagne sur les deux tableaux

Sur la zone portuaire de Calais, Thales remporte le gros lot avec les portiques, des lecteurs de badges et des caméras, qui entre autres surveillent les migrants pour les empêcher d'aller en Angleterre. Et, dans les pays d'origine des migrants Thales est un des premiers marchands d'armes. Les marchandises et les milliards des riches circulent sur toute la planète : il faut imposer la liberté de circulation et d'installation pour tous.

Anovo Thales Brive



Les militants CGT tenus à l'écart par les CRS.

Aluminium Dunkerque : troisième mise en vente

Depuis quelques mois, des rumeurs circulaient sur la vente de l'usine Aluminium Dunkerque, possédée par Rio Tinto, à l'entreprise Liberty House qui réunit des productions d'aluminium, d'acier, mais aussi des affaires immobilières et bancaires.

La direction locale assurait n'être au courant de rien. Mais le mercredi 10 janvier la troisième vente de l'usine, créée en

1991 par Pechiney, groupe alors nationalisé, a été entamée. En 2003, elle avait été cédée au trust canadien Alcan, qui l'avait vendue en 2007 à Rio Tinto, le groupe minier anglo-australien. À chaque fois, la « préparation de l'avenir » dont les chefs rebattent les oreilles aux travailleurs à longueur d'année s'était concrétisée pour les patrons par de l'argent sonnant et rébuchant.

Cette usine, qui produit 280 000 tonnes d'aluminium par an et emploie 570 travailleurs, est très rentable. En 2017, le bénéfice net devrait être de 90 millions d'euros, soient 12 500 euros par salarié et par mois!

Du côté des travailleurs, la nouvelle de la vente, de la création de « milliers d'emplois » par une usine de pièces automobiles en aluminium adossée à

Aluminium Dunkerque promise par Gupta, le patron de Liberty House, est accueillie avec réserve et attentisme. Les travailleurs veulent dans tous les cas défendre leurs intérêts, comme ils l'ont fait vigoureusement dans le passé. En décembre, ils étaient plus de 80 % des opérateurs à débrayer pour des augmentations de salaire. C'est le meilleur gage pour l'avenir.

Correspondant LO

RATP – dépôt de Thiais : échec à la direction

Samedi 20 janvier, près de 60% des travailleurs du dépôt de bus RATP de Thiais, en région parisienne, étaient en grève pour dénoncer une direction qui multiplie les sanctions et les pressions.

Le travail est de plus en plus éprouvant : tenir les cadences implique de circuler vite avec un fort risque d'accident. Les battements entre deux tours sont réduits et l'encadrement n'hésite pas à sanctionner les conducteurs qui refusent de faire une croix sur leur pause. Les agressions sont fréquentes, mais rien n'est fait pour en finir avec les zones blanches, dans lesquelles les conducteurs sont laissés sans liaison radio.

Mardi 9 janvier, un entretien disciplinaire à la demande du chef de ligne du TVM (Trans-Val-de-Marne, dont la direction se vante car ce serait la ligne de bus la plus fréquentée d'Europe) a été la goutte d'eau de trop. Une quarantaine de conducteurs se sont mobilisés pour soutenir leur camarade et ont appelé à la grève pour le 20 janvier. Deux jours plus tard, le décès d'un conducteur écrasé entre deux bus, au moment de sa prise de service, soulevait une très

grande émotion parmi les travailleurs du dépôt.

La semaine précédant la grève, la direction a tout fait pour en dissuader les travailleurs. Elle a diffusé un communiqué dénonçant la grève comme illégale et sans fondement. Bien des travailleurs ont reçu des appels de chefs de ligne, ajoutant à ces allégations des chantages à l'avancement, ou prétendant que la CGT exploitait à son profit l'accident qui venait de coûter la vie à leur camarade. Ces propos ont suscité une vive indignation, car c'était bien la direction qui cherchait à utiliser le drame pour s'opposer au mouvement. Le samedi, la direction a même décidé d'annuler complètement le passage des bus sur plusieurs lignes pour assurer les roulements sur le TVM et laisser penser aux usagers que la grève n'était pas suivie.

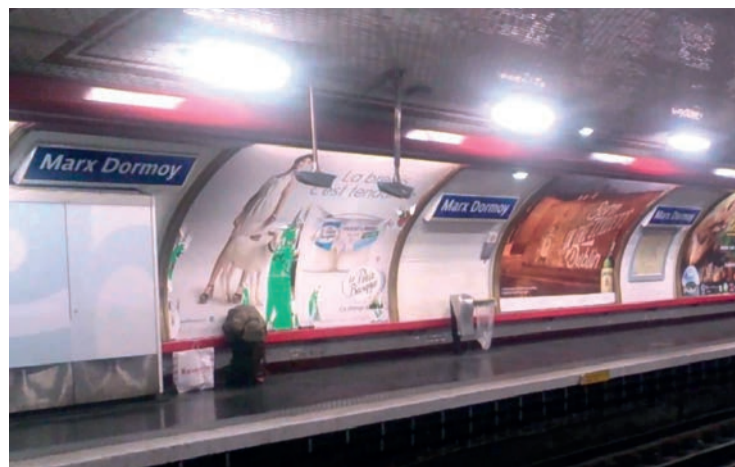
La grève a néanmoins été un succès. Les quelque 150 grévistes présents ont

organisé plusieurs assemblées pour discuter de leurs problèmes, face à la direction venue s'expliquer. La directrice a proposé de réunir les seuls machinistes du TVM, mais l'assemblée a refusé cette rencontre, car la situation se dégrade sur toutes les lignes du dépôt, ce que la direction sait déjà parfaitement.

Finalement, la directrice a dû faire marche arrière et promettre de revenir sur les sanctions. Le chef du TVM, qui le matin même persistait dans une attitude provocante en manœuvrant des bus devant les grévistes, a dû s'engager devant tous à changer d'attitude.

Les travailleurs du dépôt ne s'étaient pas retrouvés aussi nombreux depuis longtemps pour répondre aux attaques de la direction. La bonne expérience des assemblées successives s'est prolongée par un repas dans une ambiance chaleureuse. Les travailleurs restent vigilants et décidés à se remettre en grève le 29 janvier, si les promesses de la direction ne sont pas tenues.

Correspondant LO



Ligne 12 : en grève pour la sécurité

Vendredi 19 janvier, les agents de la ligne 12, Aubervilliers-Mairie-d'Issy, étaient en grève. Ils réclament des moyens pour assurer la sécurité de tous dans le métro.

Avec l'augmentation de la misère, de plus en plus de SDF trouvent refuge dans le métro. La RATP a même inventé un terme spécial pour les désigner, les PSIE, pour « personne située indûment dans nos espaces ». Le métro abrite aussi des dealers, qui profitent de cette possibilité d'échapper à la police tout en restant accessibles à leurs clients. La ligne 12 en est ainsi venue à abriter, de manière permanente, plusieurs dizaines de consommateurs de crack.

De récents reportages ont montré la situation épouvantable de ces toxicomanes, coincés entre la misère et la drogue. Faute d'action suffisante des pouvoirs publics ou de la Régie, la situation n'a fait que se dégrader depuis des mois, jusqu'à constituer un véritable danger : pour les toxicomanes, dont le comportement sur les quais est particulièrement risqué, et qui descendent régulièrement sur les voies. Mais elle est aussi dangereuse pour les usagers et le personnel, avec la multiplication des insultes, des bagarres entre toxicomanes, etc. Sans compter le spectacle permanent de la consommation de crack ou de l'utilisation de seringues, au vu de tous.

Après des mois à avertir leur hiérarchie en vain, l'exaspération des agents de la ligne 12 a éclaté mi-décembre, après une bagarre qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques, à bord d'un train immobilisé dans le tunnel. Ce jour-là, plusieurs conducteurs avaient fait jouer leur droit de retrait. Depuis, la nécessité d'une grève était discutée largement.

Le 19 janvier, à l'occasion d'une table ronde organisée par la RATP avec la police, 40 à 50% des conducteurs de la ligne étaient donc en grève. Une cinquantaine d'agents, de la conduite mais aussi de station ou de maintenance, se sont rassemblés au siège de la RATP pour réclamer que la sécurité de tous soit assurée. Des moyens de police supplémentaires ont été promis, et la perspective d'une salle de consommation de crack évoquée.

Au-delà des mesures annoncées, le fait de s'être mobilisé comptera. Il n'y a aucune raison que les agents de la ligne soient seuls à devoir gérer les conséquences d'un problème social qui les dépasse. Ils sont prêts, s'il le faut, à le faire savoir de nouveau.

Correspondant LO



MARIE-CHARLOTTE DUTHIEL / LP

Tupperware – Joué-lès-Tours : reprise du travail

Jeudi 18 janvier, le travail a repris à l'usine Tupperware de Joué-lès-Tours, après la signature à la préfecture d'Indre-et-Loire d'un accord entre représentants patronaux et syndicaux de l'usine (CGT et CFDT).

Cet accord met fin à deux semaines d'une grève massive à laquelle les responsables syndicaux s'étaient résolus à appeler. Ils avaient d'abord cru qu'il serait possible d'obtenir par la seule négociation un plan social acceptable, lorsque les riches patrons américains

de Tupperware avaient (en octobre 2017) annoncé la fermeture de l'usine de Joué-lès-Tours pour la fin février 2018.

L'accord porte sur l'accompagnement des licenciements. On y trouve les traditionnelles mesures qui accompagnent les

fermetures d'entreprise, telles que la promesse de se voir proposer des reclassements dans un rayon maximum de 40 km, avec un salaire qui ne soit pas inférieur à 80% du salaire actuel hors les primes, c'est-à-dire pour la plupart au smic. L'accord prévoit des primes de licenciement supralégales. Pour un salaire mensuel net de 1800 euros, ces primes s'échelonnaient selon l'ancienneté d'environ 30000 à 60000 euros. Ajoutées aux indemnités légales,

elles devraient permettre aux travailleurs ayant de l'ancienneté (jusqu'à quarante ans pour certains) de percevoir de 35000 à plus de 90000 euros. En outre, les jours de grève seront payés.

Les travailleurs de Tupperware ont le sentiment légitime d'avoir obtenu grâce à leur grève ces conditions de départ moins défavorables que ce que prévoit la loi. Il reste que la fermeture de cette usine, qui n'était même pas déficitaire, mais pas assez profitable

aux yeux des financiers propriétaires, laissera des travailleurs sur le carreau, confrontés avant longtemps aux difficultés du chômage. En dépit des habituels discours sur la réindustrialisation du site, elle aggravera les difficultés de toute une population à trouver un emploi, dans un secteur déjà touché il y a quelques années par des licenciements massifs chez Michelin.

Correspondant LO

Hôpital de Cadillac : dans l'insécurité

L'hôpital psychiatrique de Cadillac, en Gironde, emploie 1 100 travailleurs, soignants, ouvriers, administratifs, répartis dans différentes unités, notamment celle des malades difficiles et l'UHSA, où sont soignés des patients en détention. Plusieurs autres unités sont réparties sur tout le département. Depuis des mois, les salariés subissent une réelle dégradation des conditions de travail.

« Chaque jour, on se demande qui va se faire taper! » dénonçait il y a un mois une collègue dans un journal. Elle ne faisait que dire ce que beaucoup de salariés de l'hôpital pensent. C'est ce qui s'est passé en décembre: deux agressions graves contre des soignants ont eu lieu, l'une au cours d'un transfert d'un patient et l'autre dans un service, celui de Séglas. Cela aurait pu être

encore plus grave sans le sang-froid des collègues eux-mêmes et les renforts. Les dernières violences contre des collègues s'ajoutent aux violences régulières, coups, insultes, etc., et de tels actes sont en augmentation.

Une des raisons de cette situation réside bien dans les conditions de travail de plus en plus difficiles, qui font par exemple que l'on est en sous-effectif et dans



l'incapacité de répondre à une urgence ou aux attentes d'un patient, ou que, pour boucher des trous, des collègues se retrouvent dans d'autres services, avec des patients qu'ils ne connaissent pas, etc. Les causes sont à chercher dans la réduction des budgets et des effectifs, au nom des

économies. L'inspection du travail, alertée par la CGT, dénonce elle-même la gravité de la situation: « un effectif en flux tendu », « demande aux agents de prolonger leur temps de travail et de revenir sur leurs congés », « effectifs minimums », « manque de considération », « épuisement et angoisse

des agents », « augmentation des situations de souffrance déclarées », etc. Elle dit aussi que cela concerne tous les services.

Il est temps de dénoncer publiquement, collectivement, cette dégradation des conditions de travail.

Correspondant LO

Creil et Clermont-de-l'Oise : non à la fermeture des maternités!

Samedi 27 janvier à 14 heures un rassemblement de protestation est organisé devant l'hôpital de Creil pour s'opposer au projet gouvernemental de fermeture des deux maternités de Creil et de Clermont-de-l'Oise.

Dans la première, 1 650 accouchements sont réalisés chaque année,

350 dans la seconde, qui fonctionne en coordination avec celle de Creil. Ce rassemblement auquel Lutte ouvrière s'associe regroupe la quasi-totalité des syndicats et partis de gauche, ainsi que les municipalités de Creil et Montataire.

Tout est révoltant dans ce projet, qui est

une agression contre les milieux populaires de la région. Regrouper dans une seule maternité à Senlis, distante de 15 à 30 kilomètres, l'ensemble des accouchements réalisés jusqu'ici dans trois maternités, met en danger la santé et la vie des enfants et de leurs mères. En effet l'hôpital de Senlis est

dépourvu de réanimation, d'urgences chirurgicales et obstétriques. Il y a là un profond mépris envers les 80 000 habitants du bassin creillois, les plus pauvres de tout le secteur, car il n'existe aucun moyen de transport pour se rendre à Senlis, qui est isolé de tout. Sans parler de l'absence de moyens humains et matériels

à Senlis pour réaliser 4 000 accouchements par an, le double du plus grand hôpital de Picardie!

Tout cela a pour seules raisons de sombres calculs financiers, dont la population et l'ensemble du personnel hospitalier seraient les victimes. Ce projet ne doit pas passer!

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30, rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte Ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an.

Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière,

En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE

BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Maroc: la mobilisation continue à Jerada

À Jerada au Maroc, la population, en particulier les jeunes, reste mobilisée à travers des manifestations régulières depuis l'accident mortel, le 22 décembre 2017, de deux jeunes mineurs dans un puits de charbon clandestin.

Vendredi 19 janvier, une grève des commerces de la ville a eu lieu le matin, et une marche de protestation l'après-midi, avant une nouvelle discussion avec un représentant de l'État. Une autre marche provinciale, samedi 20 janvier, a réuni des milliers de personnes.

Ce puits de mine appartenait aux Charbonnages du Maroc, société d'État fermée en 2001. L'exploitation de la mine avait commencé en 1936, sous protectorat français, et à l'époque tout était exporté. Mais vers le milieu des années 1990 ses dirigeants ont considéré qu'elle ne rapportait pas assez et ont fini par la fermer, sans proposer de réelles alternatives locales.

Les employés ont alors été indemnisés, mais trop peu pour survivre dans cette région sans travail, enclavée et reculée dans la montagne. Petit à petit, des

anciens mineurs sont donc retournés dans les puits, ainsi que toute leur famille, sans outils appropriés, sans casques, sans masques, sans éclairage. En s'introduisant dans les galeries étroites, et cela pour quelques dizaines d'euros par jour, ils risquent leur vie et s'exposent à la maladie incurable des mineurs, la silicose.

Depuis l'accident, le gouvernement a annoncé un plan d'urgence, mais la population ne lui fait pas confiance et veut des actes. Une centrale électrique qui date de 1971, située près d'Hassi Blal, autre ville sinistrée, et qui a fonctionné longtemps avec le charbon de Jerada, vient de voir ses travaux d'agrandissement se terminer. Elle pourrait créer des centaines d'emplois mais, pour le moment, rien n'a été annoncé.

En tout cas, la population s'est organisée pour se faire



«Jerada veut de nouvelles opportunités en matière d'emploi».

entendre. Dans plusieurs quartiers de Jerada et dans les villages alentour, des représentants ont été désignés, soit près de 80 personnes, pour élaborer le cahier de revendications. Des délégués ont ensuite été choisis pour le défendre à chaque réunion avec les représentants de l'État ou de la région. Les comités de quartier décident au jour le jour de la mobilisation.

Les villageois réclament

des emplois sur place et surtout ne veulent plus risquer leur vie dans les mines clandestines. Ils réclament aussi une diminution radicale des factures d'électricité et d'eau, et un service de santé assez important pour prendre vraiment en charge les anciens mineurs, malades à cause des poussières de charbon.

Les manifestants ont rapidement pris pour nom

le hirak (le mouvement) de Jerada, pour exprimer clairement le lien de leur mobilisation avec la contestation sociale qui a duré plusieurs mois dans la ville d'El-Hoceima, située plus au nord-ouest du pays. D'El-Hoceima à Jerada, le mécontentement a les mêmes causes et, heureusement, les luttes des uns en encourageant d'autres.

Malika Farès

Davos: les requins à la montagne

Comme chaque année, à Davos, station de ski située dans les Alpes suisses, se tient un Forum économique et social qui réunit les représentants des quelque 1 000 premières sociétés du monde, 70 chefs d'État ou de gouvernement, et des personnalités diverses.

La neige tombée en abondance cette année a servi de prétexte à l'interdiction des manifestations d'opposants.

Tout un monde doré se retrouve donc tranquillement durant quatre jours sous le slogan de cette année: «Créer un avenir commun dans un monde fracturé».

Ce monde fracturé,

Oxfam en a donné une image en dénonçant dans son dernier rapport l'ampleur et le creusement des inégalités d'année en année. L'ONG explique que «82 % des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres». On apprend qu'aux États-Unis

«les trois personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population», ou encore qu'un nouveau milliardaire apparaît tous les deux jours, tant la concentration des richesses se poursuit.

La France se distingue en étant la championne du versement de dividendes, avec 44 milliards d'euros distribués aux actionnaires des 40 premières sociétés françaises cotées en bourse, une somme qui a encore progressé par rapport à l'année dernière. L'ONG explique que 10 % des dividendes versés par

Carrefour en 2016 suffiraient à assurer un niveau de vie décent à 39 000 travailleurs du secteur textile au Bangladesh. Cet exemple n'est pas pris au hasard. Les vêtements de la marque Tex, celle de Carrefour, sont essentiellement fabriqués par des ouvrières de ce pays.

Derrière ces fortunes aux montants extravagants, il y a l'exploitation des travailleurs du monde et le pillage sous des formes diverses des richesses générées par leur activité. Des millions d'hommes, de femmes, d'enfants paient très cher le maintien du

système capitaliste.

Alors, au cours de ces quatre jours de rencontres, les membres de ce club des ultrariches et leurs serviteurs vont bavarder sur l'avenir du monde en buvant du champagne. Ce concentré de parasites a au moins le mérite de donner une assez bonne image de qui dirige le monde. Et la domination de ces gens-là sur les milliards d'êtres humains représenterait donc le seul avenir possible pour l'humanité? Poser la question, c'est y répondre.

Inès Rabah

Dividendes: des milliards qui s'envolent

Le total des dividendes versé par les principales sociétés dans le monde a bondi de 14,5 % au troisième trimestre 2017, pour atteindre 328,1 milliards de dollars. Et, pour l'ensemble de l'année 2017, le total devrait être 1 208 milliards de dollars, soit plus du triple du budget d'un pays comme la France.

À quoi va servir ce monceau d'argent? Un petit peu, sans doute, à des investissements. Mais,

on le sait, avec la crise, ce n'est pas le plus rentable. L'argent va donc servir à des spéculations diverses, à ce que les sociétés se rachètent les unes les autres, ou à ce qu'elles rachètent leurs propres actions. Autant de choses qui ne servent strictement à rien pour les besoins de la société.

En 2015, l'ONU avait estimé qu'avec 267 milliards de dollars par an pendant quinze ans, la faim serait éradiquée dans

le monde. Les dividendes de l'année passée représentent déjà quatre fois et demie cette somme. Autrement dit, en à peine quatre ans de dividendes, la faim pourrait être supprimée. D'une manière générale, la pauvreté qui entraîne tant de conflits et de migrations économiques pourrait disparaître, si ces masses d'argent étaient utilisées dans l'intérêt de la population.

André Victor

Cercle Léon Trotsky

Le Brésil après Lula et Dilma Rousseff

Vendredi 16 février à 20 h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5^e

Métro: Maubert-Mutualité

Participation aux frais: 3 €